

secundair, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan en afwisselend, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap" vervangen door de termen "aan de inrichtingen die worden georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die derde kleuter, lager en secundair, gewoon en gespecialiseerd, met volledig leerplan en afwisselend, onderwijs organiseren".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2020.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 augustus 2020.

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/15358]

16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon du fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 30 mai 2013, et en particulier les articles 5, § 3, 10, alinéa 4, 10bis, § 4, 14, alinéa 4, 16, § 3, alinéa 2, et 21, § 1^{er}, alinéas 2 et 3;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par le décret du 24 novembre 2016 et par le décret du 29 mars 2018 et, en particulier, l'article 15bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par le décret du 24 novembre 2016, et en particulier l'article 19bis, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 fixant les allocations et jetons de présence à allouer aux président, vice-président, commissaires et membres du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis du Comité de gestion, donné le 20 mars 2019;

Vu le rapport du 4 avril 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2019;

Vu l'avis 66.286/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'IFAPME;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o le décret du 17 juillet 2003 : le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;
- 2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 fixant les conditions relatives à l'agrément des Centres de formation pour les indépendants et petites et moyennes entreprises et de leur directeur de Centre;
- 3^o le Code : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne;
- 4^o l'Institut : l'Institut créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;
- 5^o le Comité de gestion : l'organe de gestion visé par le décret du 17 juillet 2003;
- 6^o le Centre de formation : l'association agréée selon les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014;
- 7^o le formateur : toute personne engagée sous le régime d'un contrat de travail et chargée de dispenser des cours dans les Centres de formation du réseau de l'IFAPME;
- 8^o le formateur de connaissances générales engagé sous contrat à durée indéterminée : le formateur ayant pour principale mission de dispenser les cours généraux en apprentissage et d'assurer les tâches administratives liées au suivi et à l'organisation des cours;

- 9° le formateur principal : le formateur qui a pour missions principales de donner cours, de gérer l'encadrement des formateurs du ou des secteurs dont il a la charge, d'assurer le suivi de l'organisation des cours et examens, de veiller à la diffusion des supports pédagogiques et didactiques et à l'occupation rationnelle des locaux et équipements;
- 10° l'éducateur : le membre du personnel d'un Centre de formation qui a pour missions principales d'encadrer les apprenants, de gérer les phénomènes de groupe, de prévenir le décrochage scolaire et de veiller à l'application des mesures de sécurité et d'hygiène;
- 11° le conseiller en éducation : le membre du personnel du Centre de formation qui a pour missions principales d'organiser les activités liées aux classes d'accueil et à la remédiation, d'assurer le suivi pédagogique des décisions des conseils de classes et de gérer les conflits avec les apprenants et leur absentéisme;
- 12° l'accompagnateur pédagogique : le membre du personnel des Centres de formation qui a pour missions principales d'accompagner les apprenants dans le suivi des cours, d'assurer un suivi de leur absentéisme, d'identifier et de faciliter l'accrochage en formation, de mettre en place et d'assurer le suivi d'ateliers spécifiques d'accrochage en formation;
- 13° le coordinateur pédagogique : le membre du personnel du centre de formation qui a pour fonction de seconder le directeur du Centre sur les compétences pédagogiques, ainsi que dans la gestion pédagogique des formateurs du Centre;
- 14° l'implantation satellite : une implantation distincte de l'implantation principale qui soit :
- a) est située dans une commune distincte de l'implantation principale et organise au moins 7.000 heures de prestation de cours agréées, à l'exclusion des activités de formation continue;
 - b) organise au moins 15.000 heures de prestations de cours agréées, à l'exclusion des activités de formation continue;
- 15° le décret relatif au statut de l'administrateur public : le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;
- 16° le décret relatif aux commissaires du Gouvernement : le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

*CHAPITRE II. — Modalités financières pour le fonctionnement de l'Institut
dans le cadre de ses missions de formation et de tutelle*

Art. 3. Le budget de l'Institut prévoit les dépenses liées aux rémunérations du personnel, aux frais de fonctionnement de l'Institut, aux subventions aux Centres de formation, aux paiements à des tiers et aux investissements pour construction de Centres de formation, pour travaux ou pour des développements informatiques.

Art. 4. Les règles d'évaluation comptables et budgétaires de l'Institut sont jointes à l'annexe 1^{re}.

Art. 5. Le budget de l'Institut prévoit les dépenses qu'entraînent le fonctionnement et l'organisation des services de l'Institut.

L'intervention de l'Institut comprend :

- 1° les frais de fonctionnement résultant de ses missions visées à l'article 5 du décret du 17 juillet 2003;
- 2° les indemnités de déplacement et de séjour du personnel, conformément aux dispositions du Code;
- 3° pour les commissions professionnelles techniques et de formation :
 - a) un jeton de présence de 19,35 euros par séance aux membres des commissions professionnelles techniques et des commissions professionnelles de formation;
 - b) les frais de voyage en chemin de fer, selon le tarif applicable pour la 1^{re} classe;
- 4° pour les réunions de formateurs organisées à l'initiative de l'Institut :
 - a) les rémunérations de formateurs ou jetons de présence en cas de réunions organisées à l'initiative de l'Institut pour les participants, aux conditions suivantes :
 - (1) si le formateur principal a conclu un contrat à durée déterminée ou indéterminée, sa rémunération correspond à l'intervention dans les frais de voyage, comme repris au b);
 - (2) si le formateur de connaissances générales a conclu un contrat de travail à durée indéterminée, sa rémunération correspond à l'intervention dans les frais de voyage, comme repris au b);
 - (3) si le formateur a conclu un contrat de travail pour un travail nettement défini sa rémunération correspond au paiement d'un jeton de présence selon les tarifs et modalités repris au 3°, a);
 - b) l'intervention dans les frais de voyage en chemin de fer, selon le tarif applicable pour la 1^{re} classe.

Concernant l'alinéa 2, 3°, a), ce montant est réduit à 13,10 euros pour une seconde séance tenue au cours de la même journée. Les jetons de présence sont accordés pour des séances qui durent au moins deux heures et demie. Au-delà d'une durée de cinq heures, il est considéré que deux séances ont été tenues. Le jeton de présence couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant total alloué. Le nombre de séances par an donnant lieu à indemnité est limité à douze pour les commissions professionnelles techniques ou de formation.

Art. 6. Le budget de l'Institut couvre les frais occasionnés par les commissions d'examen constituées en vue de l'engagement, du recrutement ou de la promotion du personnel de l'Institut.

L'intervention de l'Institut comprend :

- 1° un jeton de présence de 75 euros par demi-journée est alloué aux membres des commissions d'examen ainsi que les frais de déplacements selon les modalités prévues par le Code;
- 2° ces subventions ne sont pas octroyées aux membres du personnel de l'Institut, sans préjudice de l'article 511, alinéa 2, du Code.

Concernant l'alinéa 2, 1°, le jeton de présence couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant total alloué.

CHAPITRE III. — *Modalités financières pour le subventionnement des Centres de formation**Section 1. — Dispositions générales*

Art. 7. Dans les limites des crédits inscrits dans le budget de l'Institut, sur présentation de pièces justificatives, des subventions sont octroyées à un centre de formation qui répond aux conditions énoncées au présent chapitre.

Art. 8. Les subventions prévues dans le présent chapitre sont octroyées pour autant que :

- 1° le centre de formation soit agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014;
- 2° le directeur de centre de formation soit agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014;
- 3° une convention bilatérale telle que visée à l'article 21, § 2, du décret du 17 juillet 2003 soit conclue entre le centre de formation et l'Institut.

Lorsqu'une condition visée à l'alinéa 1^{er} n'est plus rencontrée, l'Institut peut maintenir les subventions pendant une période transitoire qu'il fixe, cette période ne pouvant pas dépasser six mois.

Art. 9. La comptabilité des centres de formation est tenue conformément au plan comptable type repris en annexe 2 et dans le respect des modalités fixées par l'Institut.

Art. 10. Les modalités d'introduction des dossiers de liquidation des subventions concernant les activités agréées ou approuvées sont fixées par l'Institut.

Section 2. — Subvention pour les rémunérations des formateurs

Art. 11. § 1^{er}. Pour que les contrats de travail conclus entre les Centres de formation et les formateurs puissent donner lieu aux subsides prévus par le présent arrêté, les formateurs doivent percevoir les rémunérations suivantes, pour autant qu'ils aient effectué leurs prestations dans le cadre de cours agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formations dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ou tout arrêté s'y substituant ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif au perfectionnement pédagogique dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ou tout arrêté s'y substituant :

- 1° les formateurs principaux, éducateurs, conseillers en éducation et accompagnateurs pédagogiques engagés sous contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée et les formateurs de connaissances générales engagés sous contrat de travail à durée indéterminée bénéficient d'un traitement annuel calculé selon les barèmes figurant dans l'annexe 3;
- 2° les formateurs engagés sous contrat de travail pour un travail nettement défini bénéficient, par heure de cours ou d'examen portant sur les aptitudes professionnelles pratiques, des rémunérations suivantes :
 - a) pour l'apprentissage : 18,2259 euros;
 - b) pour la formation de chef d'entreprise : 20,1574 euros;
 - c) pour la formation de coordination et d'encadrement : 20,1574 euros;
 - d) pour la formation continue, prévue dans le décret : 24,4246 euros;
 - e) pour le perfectionnement pédagogique : 24,4246 euros.

Outre l'exposé des cours proprement dit et la participation aux examens portant sur les aptitudes professionnelles pratiques, ces montants couvrent la préparation des cours, la préparation et la correction des épreuves écrites et interrogatoires oraux des examens de connaissances générales, de connaissances professionnelles ou portant sur les aptitudes professionnelles pratiques organisés pendant ou à la fin de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise.

Les heures de cours qui n'ont pas été effectivement données, en raison des circonstances qui n'enlèvent pas le droit à la rémunération en vertu des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail, sont assimilées aux heures de cours donnant droit à la subvention.

§ 2. Les frais de voyage des formateurs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, sont subsidiés conformément aux dispositions prévues pour l'utilisation des transports en commun publics sur le chemin de travail prévues dans le Code.

Les frais des voyages des formateurs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, sont subsidiés selon les tarifs applicables en chemin de fer pour la 1^{re} classe, pour autant que le voyage aller-retour dépasse vingt kilomètres. Sauf dérogation accordée par l'Institut à la demande du Centre de formation, le montant subsidié ne peut toutefois pas dépasser le montant des frais inhérents à un trajet de septante kilomètres aller-retour.

La subvention visée à l'alinéa 2 n'est pas accordée lorsque les cours nécessitant le déplacement sont des cours de connaissances générales en apprentissage.

§ 3. Pour les personnes visées au paragraphe 1^{er}, engagées par les Centres de formation, l'Institut agit en qualité de tiers-payant tant en ce qui concerne les rémunérations nettes et les frais de voyage qu'il paie directement aux formateurs, qu'en ce qui concerne les charges résultant des obligations sociales et fiscales des Centres de formations qu'il paie directement aux organismes concernés.

Art. 12. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, en l'absence d'un support pédagogique préexistant, l'Institut peut intervenir dans les frais occasionnés pour l'élaboration d'un tel support par un formateur moyennant la cession par celui-ci du droit d'auteur sur le support concerné. La demande d'intervention dans les frais occasionnés pour l'élaboration du support en question est introduite préalablement à tout engagement de dépenses.

Une convention conclue entre l'Institut et le formateur fixe les modalités et le montant de cette intervention dans les frais occasionnés pour l'élaboration du support en question.

L'intervention dans les frais occasionnés pour l'élaboration du support en question, plafonnée au montant préalablement approuvé, est liquidée après réception et approbation du support pédagogique.

Art. 13. § 1^{er}. L'Institut subventionne les membres des commissions d'examen constituées pour l'évaluation continue et les examens organisés dans les Centres de formation, pour les séances consacrées :

- 1° à la préparation, aux interrogatoires oraux et à la correction des examens de connaissances professionnelles pour lesquels aucun cours n'a été organisé;

2° à la préparation et au déroulement des examens portant sur les aptitudes professionnelles pratiques.

§ 2. L'intervention de l'Institut comprend :

1° un jeton de présence de 19,35 euros par séance et par membre de la commission;

2° les frais de voyage en chemin de fer des membres de la commission sur base des tarifs applicables pour la 1^{re} classe.

Les dispositions du présent paragraphe valent pour la première et la deuxième session des examens.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, ce montant est ramené à 13,10 euros pour une seconde séance tenue au cours de la même journée. Les jetons de présence sont accordés pour des séances qui durent au moins deux heures et demi. Au-delà d'une durée de cinq heures, il est considéré que deux séances ont été tenues. Le jeton de présence couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant total alloué.

§ 3. Les subventions et frais de voyage du paragraphe 2 ne peuvent pas être cumulés avec les rémunérations prévues à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et les frais de voyage visés à l'article 11, § 2, pour les formateurs engagés sous contrat de travail pour un travail nettement défini, lorsqu'ils participent à une Commission d'examen.

§ 4. Les dispositions du paragraphe 2 ne sont pas applicables aux formateurs engagés sous contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, visés à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, lorsqu'ils participent à une Commission d'examen.

Section 3. — Subventions pour le fonctionnement des Centres de formation

Art. 14. § 1^{er}. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions sont accordées afin de couvrir les frais découlant de la location d'un bien immobilier où sont organisées des activités relevant du champ d'application du décret du 17 juillet 2003.

L'octroi de cette subvention est conditionné à la production d'un titre d'occupation dont les dispositions doivent être préalablement approuvées par l'Institut.

Le montant de la subvention équivaut à cinquante pour cent du montant du loyer, en ce compris les impôts éventuels.

Le Comité de gestion peut toutefois décider de porter la subvention jusqu'à quatre-vingts pour cent du montant du loyer, dans le cadre d'une demande motivée par le Centre de formation s'inscrivant dans un projet pédagogique innovant approuvé par le Comité de gestion.

Une délocalisation des activités du Centre de formation dans une autre commune n'est pas considérée comme un projet innovant au sens du présent article.

§ 2. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut, une subvention est accordée à un Centre de formation :

1° dans le but de couvrir le coût d'acquisition, de construction, d'extension ou de transformation d'un bien immobilier devant servir à des activités relevant du champ d'application du décret du 17 juillet 2003;

2° dans le but de couvrir les coûts des grosses réparations des bâtiments existants, notamment pour les réparations relatives au gros œuvre, sans que ces réparations n'entraînent de modification des lieux.

L'Institut participe régulièrement à la surveillance et au bon déroulement des travaux faisant l'objet de cette subvention.

L'octroi de la subvention prévue par le présent paragraphe est subordonné à un apport par le Centre de formation de vingt pour cent de l'investissement global.

§ 3 En cas de dissolution ou de restructuration de l'association sans but lucratif constituant le Centre de formation agréé :

— soit, l'Institut recevra un montant correspondant aux subventions relatives aux biens immobiliers versées en vertu du paragraphe 2 du présent article et aux subventions relatives aux équipements versées en vertu de l'article 15 ou à toute autre subvention antérieure de l'Institut ou de la Région wallonne destinée à des fins identiques. Concernant les biens immobiliers, le montant correspond à la valeur de la subvention actualisée. Concernant les équipements, le montant correspond à la valeur résiduelle économique des équipements;

— soit, les biens immobiliers et les équipements ayant fait l'objet des subventions visées au paragraphe 2 ou à l'article 15 sont cédés gratuitement à l'Institut; ces biens et équipements seront affectés à l'accomplissement des missions prévues à l'article 5, § 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 ou mis à la disposition d'un autre Centre de formation agréé.

§ 4. En dérogation au paragraphe 3 du présent article, en cas de restructuration de l'association sans but lucratif constituant le Centre de formation agréé ayant pour conséquence le transfert de l'activité du Centre vers un autre Centre de formation agréé, la propriété des équipements et des biens immobiliers ayant fait l'objet de subventions peut être transférée au Centre de formation agréé repreneur et ce, moyennant l'approbation du Comité de gestion de l'Institut en suite d'une concertation préalable avec le Centre de formation agréé repreneur.

En cas de refus du Comité de gestion de transférer la propriété des équipements et des biens immobiliers ayant fait l'objet de subventions vers le Centre de formation agréé repreneur, les modalités reprises au paragraphe 3 du présent article sont applicables.

§ 5. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions sont accordées afin de couvrir les frais d'assurance contre l'incendie des biens immobiliers où sont organisées des activités de formation relevant du champ d'application du décret. L'octroi de cette subvention est conditionné à la production d'un contrat d'assurance dont les dispositions sont approuvées par l'Institut.

Art. 15. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions sont accordées aux Centres de formation pour l'acquisition ou l'entretien de mobilier, de matériel didactique, de machines, d'outillage, d'appareils et d'instruments pour ateliers pédagogiques et laboratoires dont la valeur unitaire excède 500 euros hors T.V.A.

L'octroi de la subvention visée au présent article est subordonné à un apport par le Centre de formation de vingt-cinq pour cent de l'investissement total.

Des ensembles de petit matériel et outillage nécessaire à l'organisation d'une formation et d'une valeur unitaire inférieure à 500 euros hors T.V.A. sont admissibles à une subvention s'il s'agit :

1° d'une nouvelle construction;

- 2° de l'ouverture d'une nouvelle section, avec distinction du niveau de formation, soit apprentissage, soit formation chef d'entreprise ou formation de coordination et d'encadrement.

Le mobilier et le matériel acquis au moyen de ces subventions sont la propriété du Centre de formation et font l'objet d'une inscription dans un inventaire détaillé dont les modalités sont fixées par l'Institut.

Ils peuvent uniquement être aliénés moyennant l'autorisation de l'Institut. Le produit d'une vente éventuelle sera déduit de la subvention prévue à l'article 16.

En l'absence d'usage ou en cas d'usage inefficace répété de ce mobilier ou de ce matériel :

- soit, l'Institut impose son transfert dans un autre Centre de formation agréé;
- soit, le Centre de formation agréé s'engage à rembourser la subvention au prorata de sa valeur résiduelle économique constatée au moment de la décision.

Art. 16. § 1^{er}. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, il est alloué aux Centres de formation des subventions forfaitaires de 5,70 euros par unité d'activité de formation permanente agréée par l'Institut et organisée par les Centres de formation. Une unité d'activité correspond à une heure de prestation de cours oraux de connaissances générales en apprentissage. Pour les activités suivantes de la formation permanente, cette unité d'activité est adaptée par un coefficient déterminé comme suit :

1. Formation en apprentissage connaissances générales : 1;
2. Formation en apprentissage connaissances professionnelles : 1,6;
3. Formation en apprentissage cours intégrés : 1,3;
4. Formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances générales : 1;
5. Formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances professionnelles : 1,6;
6. Formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement cours intégrés : 1,3;
7. Formation accélérée à la gestion : 1.

§ 2. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, il est accordé à chaque Centre de formation une subvention forfaitaire de 6.460 euros pour le 1^{er} semestre de janvier à juin et de 4.300 euros pour le semestre de septembre à décembre.

Ces montants sont multipliés par les coefficients suivants :

- 1° coefficient 3 pour l'implantation principale du Centre de formation;
- 2° coefficient 1 pour chacune des implantations satellites du Centre de formation.

§ 3. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions forfaitaires sont allouées par apprenant participant aux activités de formation de base agréées par l'Institut. Par apprenant ouvrant le droit à l'octroi de la subvention, l'on entend un apprenant répondant aux conditions de présence suivantes. Une absence justifiée et une dispense est assimilée à une présence :

	1 ^{er} semestre (janvier-juin)	2 ^{ème} semestre septembre-décembre)
Cours apprentissage – connaissances générales	Au moins 36 heures de présence ou assimilées	Au moins 24 heures de présence ou assimilées
Autres activités de formation	2/3 de présence effectives ou assimilées	2/3 de présences effectives ou assimilées
Formation accélérée à la gestion	2/3 de présence sur un minimum de 90 heures	

Les présences effectives ou assimilées ainsi que les heures minimales sont prises en compte entre la première et la dernière date de présence effective au centre de l'apprenant durant le semestre concerné.

Les subventions forfaitaires par apprenant se montent pour le premier semestre, janvier à juin, à :

- 1° formation en apprentissage connaissances générales : 30 euros;
- 2° formation en apprentissage connaissances professionnelles : 45 euros;
- 3° formation en apprentissage cours intégrés : 75 euros;
- 4° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances générales : 30 euros;
- 5° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances professionnelles : 45 euros;
- 6° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement cours intégrés et formations préparatoires : 75 euros.

Les subventions forfaitaires par apprenant se montent pour le deuxième semestre, septembre à décembre, à :

- 1° formation en apprentissage connaissances générales : 20 euros;
- 2° formation en apprentissage connaissances professionnelles : 30 euros;
- 3° formation en apprentissage cours intégrés : 50 euros;
- 4° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances générales : 20 euros;
- 5° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement connaissances professionnelles : 30 euros;
- 6° formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement cours intégrés et formations préparatoires : 50 euros.

Les subventions forfaitaires par apprenant se montent à 50 euros pour la formation accélérée à la gestion. Elles sont liquidées au terme de la formation.

Elles sont payées en deux tranches :

- 1° une avance payée dans le courant du premier mois du semestre, correspondant à septante-cinq pour cent de la subvention promérite l'année antérieure, par semestre;
- 2° le solde payé au plus tard le 30 du mois qui suit le semestre.

§ 4. Les subventions prévues aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 sont affectées au paiement des frais se rapportant notamment à l'organisation des cours agréés et des autres activités agréées par l'Institut, au fonctionnement et aux rémunérations du personnel de direction, d'encadrement et d'exécution du Centre de formation, ainsi qu'aux impôts sur le personnel et charges sociales.

§ 5. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, une subvention forfaitaire de 62 euros est allouée au Centre par apprenant bénéficiant d'une convention de stage dans le cadre d'une formation de chef d'entreprise. Pour être pris en compte pour l'octroi de la subvention, le stage fait l'objet d'un accompagnement par un délégué de l'Institut localisé dans le service dont relève le Centre et avoir été effectif pendant une durée minimale de six mois.

Cette subvention est affectée à des dépenses à finalité pédagogique. Elles peuvent être des investissements en équipements ou en immeubles.

La subvention est conditionnée à l'introduction par le Centre d'une proposition d'affectation de cette subvention et à l'approbation de celle-ci par l'Institut.

Elle est liquidée au Centre sur base de pièces justificatives relatives aux dépenses encourues et acquittées par le Centre, conformément au plan d'affectation.

Art. 17. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions sont octroyées aux Centres de formations, sur production des pièces justificatives, pour les frais de matières premières et de fournitures nécessaires à l'organisation des évaluations et examens de formation de base. Ces subventions sont limitées aux évaluations et examens de connaissances professionnelles pour lesquels aucun cours n'a été organisé et aux examens portant sur les aptitudes professionnelles pratiques. Elles sont calculées en référence aux montants indiqués dans les référentiels de formation et d'évaluation lorsque ces montants y sont indiqués.

Art. 18. Dans les limites des budgets octroyés par le Fonds social européen ou par d'autres Fonds ou programmes européens, notifiés au Centre de formation par l'Institut, le Centre de formation peut introduire des demandes de subvention complémentaire sur base de dossiers justificatifs.

Les conditions et modalités d'octroi de ces subventions complémentaires sont déterminées par les dispositions légales ou réglementaires régissant ces financements, ainsi que par les modalités fixées dans la convention bilatérale visée à l'article 21, § 2, du décret du 17 juillet 2003 ou dans une convention distincte entre l'Institut et le Centre de formation.

Un pourcentage du montant des subventions complémentaires visées aux alinéas 1^{er} et 2 peut être avancé au Centre de formation pour des dépenses effectives sur base de l'introduction d'une demande d'avance justifiée. Ce pourcentage est fixé par le Comité de gestion de l'Institut.

Les soldes des subventions complémentaires sont payées au Centre de formation, déduction faite des avances versées, lorsque les montants sont versés à l'Institut.

Les montants versés au titre de subventions complémentaires sont rétrocédés à l'Institut dans le cas où les dépenses concernées ne seraient pas approuvées ultérieurement par les instances d'inspection ou de contrôles mandatées par le pouvoir subsidiant.

Art. 19. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, des subventions sont accordées aux Centres de formation pour couvrir les frais de leur participation à des projets ou activités n'impliquant pas directement l'organisation de cours;

Ces projets ou activités s'inscrivent dans le cadre des missions des Centres de formations visées aux articles 22 à 24 de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Les conditions et modalités d'octroi de ces subventions complémentaires sont déterminées par les dispositions légales ou réglementaires régissant ces financements, ainsi que par les modalités fixées dans la convention bilatérale visée à l'article 21, § 2, du décret du 17 juillet 2003 ou dans une convention distincte entre l'Institut et le Centre de formation.

Art. 20. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, l'Institut subventionne les Centres de formation pour la mise en place de projets spécifiques à l'initiative du Gouvernement selon les modalités de subventions mentionnées par un arrêté de subventionnement spécifique à chacun de ces projets.

Section 4. — Subventions aux participants des activités agréées

Art. 21. Moyennant la production des pièces justificatives nécessaires, l'Institut intervient dans les frais de déplacement des apprentis qui suivent régulièrement pendant l'apprentissage des cours de connaissances générales, professionnelles ou intégrées et qui utilise un moyen de transport en commun public pour effectuer le trajet aller et retour de leur résidence habituelle au Centre de formation.

Les conditions et modalités d'octroi de ces subventions sont fixées par l'Institut.

CHAPITRE IV. — Modalités financières fixant les allocations et jetons de présence à allouer aux président, vice-président, commissaire, membres du Comité de gestion et du comité d'audit de l'Institut

Art. 22. Le président du Comité de gestion bénéficie d'une allocation forfaitaire annuelle de 12.500 euros.

Le vice-président du Comité de gestion bénéficie d'une allocation forfaitaire annuelle de 3.750 euros.

Cette allocation couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant total alloué.

Le calcul et les modalités de versement se font dans le respect des dispositions du décret relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 23. § 1^{er}. Les membres du Comité de gestion ou du Bureau du Comité de gestion s'il est constitué bénéficient d'un jeton de présence de 75 euros par séance.

§ 2. Le jeton de présence couvre également les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant alloué.

Le calcul et les modalités de versement se font dans le respect des dispositions du décret relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 24. § 1^{er}. Les membres du Comité d'audit bénéficient d'un jeton de présence de 75 euros par séance.

§ 2. Le jeton de présence couvre également les frais de séjour qui représentent quarante pour cent du montant alloué.

Le calcul et les modalités de versement se font dans le respect des dispositions du décret relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 25. Les commissaires du Gouvernement auprès du Comité de gestion bénéficient chacun d'un jeton de présence de 75 euros par séance.

Ce jeton de présence couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de quarante pour cent du montant total alloué.

Le calcul et les modalités de versement se font dans le respect des dispositions du décret relatif aux commissaires du Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Indexation*

Art. 26. § 1^{er}. Les montants visés à l'article 5, alinéa 2, 3^o, et aux articles 6, 11, 13, 22, 23, 24 et 25 sont liés à l'indice général des prix à la consommation et correspondent à l'indice pivot 138,01 de janvier 1990. Ils fluctuent selon les modalités de l'article 247 du Code.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon peut décider d'indexer les montants visés à l'article 16 avec un effet au 1 janvier ou au 1 juillet de chaque année. Ces montants sont à multiplier par l'indice 1,5769 à compter du 1^{er} janvier 2019.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 27. Sont abrogés :

- 1^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 fixant les allocations et jetons de présence à allouer aux président, vice-président, commissaires et membres du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;
- 2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 11 juillet 2013, 24 avril 2014 et 17 janvier 2019.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 2020.

Art. 29. Le Ministre de l'IFAPME est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe 1. Règles d'évaluation comptable visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

1 PREFACE

L'IFAPME n'étant pas soumise à la TVA, les valeurs reprises dans le bilan sont comptabilisées TVA comprise.

2 METHODOLOGIE

2.1 Plan comptable

Le plan comptable s'aligne pour l'essentiel sur le PCMN des grandes ASBL.

Le schéma analytique multiple permet de ventiler les charges et produits selon :

1. les sources de financement (identification du budget qui finance les dépenses);
2. le centre de frais (services de l'IFAPME ou centre de formation impliqués)
3. une identification par projet
4. une identification par ressources ou par immobilisés.

Les critères analytiques 1 et 2, sources de financement et centres de frais, sont obligatoires pour toute comptabilisation.

Un plan comptable alternatif permet également de ventiler les opérations selon la classification économique (SEC 2010).

2.2 Comptabilité budgétaire

Les tableaux du compte d'exécution budgétaire distinguent le réalisé comptable, conforme aux dispositions de la comptabilité générale, et le réalisé budgétaire, conforme aux dispositions régissant les organismes d'intérêts publics.

Le résultat économique (ou comptable) relève des dispositions classiques en matière de comptabilité générale imposées aux entreprises ou aux grandes ASBL. Ce résultat donne une appréciation de la valeur « économique » de l'IFAPME et de son résultat.

Le résultat budgétaire reprend les recettes effectivement constatées (pas nécessairement encaissées) durant l'exercice, ainsi que les dépenses effectivement liquidées (pas nécessairement payées) durant l'exercice, y compris les dépenses pour investissements ou encore les remboursements en capital des emprunts, ces derniers ne constituant pas des charges en comptabilité générale.

Le recours aux reports d'années antérieures, pour le financement d'opérations, d'actions ou d'investissements contribue à détériorer l'équilibre SEC. Il nécessite un accord du ministre fonctionnel.

La comptabilisation budgétaire est effectuée en adéquation avec la définition du droit constaté comme étant un « droit réunissant les conditions suivantes :

- a) Le montant est déterminé de manière exacte;
- b) L'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;
- c) L'obligation de payer existe;

d) Une pièce justificative est en possession de l'entité. »

Cas particulier : comptabilisation des recettes et des dépenses Fond Social Européen et FEDER

1. Les demandes de soldes FSE se finalisent le 31 août de l'année N+1,
2. La recette budgétaire FSE (ainsi que certaines recettes FEDER) n'est pas constatée au cours de l'année N pendant laquelle les dépenses financées sont effectuées.
3. Budgétairement, sur le même exercice, il n'y a pas de correspondance entre les dépenses (année N) et les recettes (à partir de l'année N+1).
4. Economiquement, les opérations européennes (FSE, FEDER, ...) sont neutralisées d'un point de vue SEC 2010.

3 POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles (licences, logiciels, etc.) sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Amortissement linéaire sur une durée de 36 mois à partir du mois de leur acquisition.

3.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

3.2.1 EN GENERAL

Pour un bien neuf

- Comptabilisation au prix d'acquisition, en incluant les frais accessoires.
- Coût unitaire d'au moins 1.000 € HTVA
- Amortissement linéaire par annuité complète.

Pour un matériel d'occasion

- Taux deux fois plus rapide qu'au taux normalement appliqué pour un investissement neuf du même type

3.2.2 TERRAINS

- Valeur d'acquisition, éventuellement réévaluée.
- Valeur du terrain ayant fait l'objet d'une acquisition globale " terrain + bâtiment
- Pas l'objet d'amortissement.

3.2.3 CONSTRUCTIONS

Valeur d'acquisition (les fondations, les installations pour l'électricité, l'eau, le gaz, le chauffage et les sanitaires, les ascenseurs et l'aménagement des alentours, les honoraires des architectes, des ingénieurs, les taxes, les frais administratifs (production de plans, annonces, devis, etc.) et les frais et droits d'enregistrement)

- Constructions en dur : taux d'amortissement de 5%.
- Autres constructions : selon vétusté et usage

3.2.4 AMENAGEMENTS DES TERRAINS ET DES BATIMENTS

Les travaux importants d'amélioration ou de transformation des bâtiments sont portés en investissements s'ils apportent une plus-value à la valeur intrinsèque des biens.

- Travaux de gros-œuvre : taux d'amortissement de 5%,
- Autres aménagements : taux d'amortissement de 10 %

3.2.5 MATERIEL, EQUIPEMENT ET MOBILIER ADMINISTRATIF ET PEDAGOGIQUE

Biens à vocation administrative et pédagogique d'une valeur supérieure à 1.000 € HTVA

- Taux d'amortissement : 20 %

3.2.6 MATERIEL ROULANT

- Véhicule neuf : taux d'amortissement de 20%
- Véhicule d'occasion : taux d'amortissement de 33%.

3.2.7 MATERIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUE

Matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, écrans) et logiciels utilisés sur ce matériel.

- Taux d'amortissement : 33%

3.2.8 IMMOBILISATIONS DETENUES EN LOCATION – FINANCEMENT (LEASING)

- A l'actif du bilan sont comptabilisés à la valeur du bien telle que prévue au contrat (reconstitution à 100%) les droits dont dispose l'IFAPME en vertu de tels contrats
- Au passif est comptabilisé le montant qui représente la reconstitution du capital de la valeur du bien.

3.2.9 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Frais d'aménagement de locaux pris en location.

- Installations : taux d'amortissement de 10% ou selon la durée restante du bail.
- Equipement : taux d'amortissement de 20% ou selon la durée restante du bail.

3.2.10 RECAPITULATIF DES POURCENTAGES D'AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont pratiqués à la fin de l'exercice comptable sur une base annuelle :

- Constructions : 5%
- Aménagements des terrains et des bâtiments : 5% et 10%
- Equipements : 10%
- Matériel, équipement et mobilier administratif et pédagogique : 20%
- Matériel roulant : 20 à 33%
- Matériel et logiciel information : 33%
- Matériel de leasing selon nature
- Autres immobilisations corporelles 10% et 20% ou selon bail

3.2.11 CREANCES A PLUS D'UN AN

- Les créances à plus d'un an sont comptabilisées à leur valeur nominale.
- Les créances en monnaie étrangère sont valorisées en euros au cours de change à la date de clôture de l'exercice social.

- Les réductions de valeur sur créances à plus d'un an sont comptabilisées lorsque la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable.

3.2.12 CREANCES A UN AN AU PLUS

- Les créances à un an au plus sont comptabilisées à leur valeur nominale.
- Les règles d'évaluation sont les mêmes que pour les créances à plus d'un an.
- Les créances douteuses font l'objet de réduction de valeur en fonction du risque de perte.
- Les subsides et autres produits à recevoir sont enregistrés en créances au bilan dans la mesure où ils sont certains (notifiés) et qu'ils portent sur la période clôturée ou une période antérieure.

3.3 VALEURS DISPONIBLES

- Les valeurs disponibles sont reprises à leur valeur nominale.
- Les valeurs en monnaie étrangère sont reprises au cours de change à la date de clôture du bilan.

3.4 COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

Les comptes de régularisation comprennent des charges à reporter et les revenus acquis. Ils sont comptabilisés :

- Soit aux montants nominaux du prorata des charges déjà payées ou facturées qui affèrent aux exercices suivants;
- Soit au montant nominal du prorata des revenus qui affèrent à l'exercice mais qui ne sont pas encore reçus.

4 POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1 FONDS SOCIAL

Le fonds social est représenté par le patrimoine de départ de l'IFAPME.

4.2 PLUS-VALUE DE REEVALUATION

En cas de réévaluation de biens incorporels et corporels, les plus-values de réévaluation sont comptabilisées conformément aux règles précédemment explicitées.

4.3 RESERVES ET RESULTATS REPORTÉS

Ces deux postes sont constitués par les résultats économiques des années antérieures.

4.4 SUBSIDES EN CAPITAL

Les subsides d'investissements obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Ils sont transférés en subsides consommés comme produits au compte de résultats, chaque année, au même rythme que celui pratiqué pour l'amortissement des investissements correspondants.

4.5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions peuvent concerner notamment :

- Les grosses réparations et gros entretiens : il s'agit de réparations importantes et non périodiques aux toitures, murs extérieurs, châssis, chauffage, etc.
- Les litiges.
- Des risques identifiés et précis :
 - Provision pour fonds de pension;
 - Provision pour passif social dans le cas d'un risque lié à la perte d'un financement externe.

Les provisions font l'objet de reprises dans la mesure où elles excèdent, en fin d'exercice, une appréciation actuelle des risques et charges, en considération desquelles elles ont été constituées.

4.6 DETTES A PLUS D'UN AN

Les emprunts et les dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

4.7 DETTES A UN AN AU PLUS

- Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.
- Les provisions sociales liées à l'exercice sont constituées chaque année, indépendamment du résultat. Elles sont dotées annuellement à la clôture du bilan. La provision concerne les pécules de vacances simples et doubles et est calculée sur base des rémunérations brutes de l'exercice, conformément aux obligations légales en la matière.

4.8 COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

Les comptes de régularisation comprennent les charges à imputer et les produits à reporter.

Ils sont comptabilisés :

- soit au montant nominal du prorata des charges qui affèrent à l'exercice mais dont les pièces comptables ne sont pas encore reçues;
- soit aux montants nominaux du prorata des produits déjà facturés ou encaissés, mais qui concernent l'exercice suivant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 2. Plan comptable type visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Plan comptable type des Centres de formation du Réseau IFAPME

			Rubrique correspondante du schéma complet des comptes annuels	
			Actif	Passif
1.		Fonds social, provisions pour risques et charges et dettes à plus d'un an		
10.		Fonds associatifs		
100		Patrimoine de départ		I
101		Moyens permanents		
	1011	Moyens permanents reçus en espèces		
	1012	Moyens permanents reçus en nature		
12.		Plus-values de réévaluation		III
120		Plus-values de réévaluation sur immobilisations incorporelles		
121		Plus-values de réévaluation sur immobilisations corporelles		
122		Plus-values de réévaluation sur immobilisations financières		
13.		Fonds affectés		IV
130		Fonds affectés pour investissements		
131		Fonds affectés pour passif social		
132		Autres fonds affectés		
	13201	Phasing out subventions		
	132010	Passif social personnel structurel		
	132011	Frais de personnel FSE - PM - Autres projets		
	132012	Activités de formation structurelles		
	132013	Activités de formation FSE		
	132014	Activités de formation autres projets		
	13202	Equipements didactiques		
	132020	(à détailler)		
	....	(à détailler)		
	132029	(à détailler)		
	13203	Equipements et vêtements de sécurité pour les apprenants		
	132030	(à détailler)		
	....	(à détailler)		
	132039	(à détailler)		
	13204	Grosses réparations, Maintenance des bâtiments, Renovations énergétiques		
	132040	(à détailler)		
	....	(à détailler)		
	132049	(à détailler)		
	13205	Informatique		
	132050	(à détailler)		
	....	(à détailler)		
	132059	(à détailler)		
	13206	Communication réseau		
	132060	(à détailler)		
	....	(à détailler)		
	132069	(à détailler)		
	13292	Equipements didactiques - Utilisation		
	13293	Equipements et vêtements de sécurité pour les apprenants - Utilisation		
	13294	Grosses réparations, Maintenance des bâtiments, Renovations énergétiques - Utilisation		
	13295	Informatique - Utilisation		
	13296	Communication réseau - Utilisation		

14.		Résultat reporté (+) (-)		V
140		Bénéfice reporté		
141		Perte reportée (-)		
15.		Subsides en capital		VI
151		Subsides en capital reçus en espèces		
	1510	(à détailler)		
	1519	Quotité amortie des subsides en capital reçus en espèces (-)		
		(à détailler)		
152		Subsides en capital reçus en nature		
	1520	(à détailler)		
	1529	Quotité amortie des subsides reçus en nature (-)		
		(à détailler)		
16.		Provisions		VII
160		Provisions pour pensions et obligations similaires		VII.A.1
161		Provisions pour charges fiscales		VII.A.2
162		Provisions pour grosses réparations et gros entretiens		VII.A.3
163		Provisions pour autres risques et charges		VII.A.4
164		Provisions pour autres risques et charges		
165		Provisions pour autres risques et charges		
17.		Dettes à plus d'un an		VIII
172		Dettes de location-financement et assimilés		VIII.A.3
173		Etablissements de crédit		VIII.A.4
174		Autres emprunts		VIII.A.5
175		Dettes commerciales		VIII.B.
	1750	Fournisseurs		VIII.B.1
179		Autres dettes		VIII.D
2.		Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an		
20.		Frais d'établissement	I	
21.		Immobilisations incorporelles	II	
22.		Terrains et constructions	III.A	
220		Terrains		
	2201	Terrains en pleine propriété	III.A.1	
	2202	Terrains subsidiés	III.A.2	
221		Constructions		
	2211	Constructions en pleine propriété	III.A.1	
	221100	Valeur d'acquisition		
	221180	Plus-values actées		
	221190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2212	Constructions subsidiées	III.A.2	
	221200	Valeur d'acquisition		
	221280	Plus-values actées		
	221290	Amortissements et réductions de valeur actés		
222		Terrains bâtis		
	2221	Terrains bâtis en pleine propriété	III.A.1	
	222100	Valeur d'acquisition		
	222180	Plus-values actées		
	222190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2222	Terrains bâtis subsidiés	III.A.2	
	222200	Valeur d'acquisition		
	222280	Plus-values actées		
	222290	Amortissements et réductions de valeur actés		
23.		Installations, machines, outillage mobilier et matériel pédagogiques	III.B	
231		Installations, machines fixes, outillage ateliers, mobilier et matériel pédagogiques en pleine propriété	III.B.1	
	2310	Installations et machines fixes		
	231000	Valeur d'acquisition		

	231080	Plus-values actées		
	231090	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2311	Matériel et outillage pédagogiques		
	231100	Valeur d'acquisition		
	231180	Plus-values actées		
	231190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2312	Mobilier pédagogique		
	231200	Valeur d'acquisition		
	231280	Plus-values actées		
	231290	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2313	Matériel et logiciel informatiques pédagogiques		
	231300	Valeur d'acquisition		
	231380	Plus-values actées		
	231390	Amortissements et réductions de valeur actés		
232		Installations, machines fixes et outillage ateliers, mobilier et matériel pédagogiques subsidiés	III.B.2	
	2320	Installations et machines fixes		
	232000	Valeur d'acquisition		
	232080	Plus-values actées		
	232090	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2321	Matériel et outillage pédagogiques		
	232100	Valeur d'acquisition		
	232180	Plus-values actées		
	232190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2322	Mobilier pédagogique		
	232200	Valeur d'acquisition		
	232280	Plus-values actées		
	232290	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2323	Matériel et logiciel informatiques pédagogiques		
	232300	Valeur d'acquisition		
	232380	Plus-values actées		
	232390	Amortissements et réductions de valeur actés		
24.		Mobilier administratif et matériel roulant	III.C	
241		Mobilier administratif et matériel roulant en pleine propriété	III.C.1	
	2410	Mobilier administratif		
	241000	Valeur d'acquisition		
	241080	Plus-values actées		
	241090	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2411	Matériel administratif		
	241100	Valeur d'acquisition		
	241180	Plus-values actées		
	241190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2412	Matériel roulant		
	241200	Valeur d'acquisition		
	241280	Plus-values actées		
	241290	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2413	Matériel et logiciel informatiques administratifs		
	241300	Valeur d'acquisition		
	241380	Plus-values actées		
	241390	Amortissements et réductions de valeur actés		
242		Mobilier administratif et matériel roulant subsidiés	III.C.2	
	2420	Mobilier administratif		
	242000	Valeur d'acquisition		
	242080	Plus-values actées		
	242090	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2421	Matériel administratif		

	242100	Valeur d'acquisition		
	242180	Plus-values actées		
	242190	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2422	Matériel roulant		
	242200	Valeur d'acquisition		
	242280	Plus-values actées		
	242290	Amortissements et réductions de valeur actés		
	2423	Matériel et logiciel informatiques		
	242300	Valeur d'acquisition		
	242380	Plus-values actées		
	242390	Amortissements et réductions de valeur actés		
25.		Immobilisations détenues en location-financement et droits similaires (emphytéose,...)	III.D	
250		Terrains et constructions (à détailler)		
251		Installations, machines et outillage (à détailler)		
252		Mobilier et matériel roulant (à détailler)		
26.		Autres immobilisations corporelles	III.E	
27.		Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés	III.F	
28.		Immobilisations financières	IV	
281		Créances sur des entités liées	IV.A.2	
	2810	Créances en compte		
	2817	Créances douteuses		
	2819	Réductions de valeur actées (-)		
288		Cautionnements versés en numéraire	IV.C.2	
29.		Créances à plus d'un an	V	
290		Créances commerciales	V.A	
291		Autres créances	V.B	
3.		Stocks		
30.		Approvisionnements - Matières premières	VI.A.1	
300		Valeur d'acquisition		
309		Réduction de valeur actées (-)		
31.		Approvisionnements - Fournitures	VI.A.1	
310		Valeur d'acquisition		
319		Réduction de valeur actées (-)		
4.		Créances et dettes à un an au plus		
40.		Créances commerciales		
400		Clients	VII.A	IX.C.1
404		Produits à recevoir	VII.A	
407		Créances douteuses	VII.A	
409		Réductions de valeur actées(-)	VII.A	
41.		Autres créances	VII.B	
411		TVA à récupérer		
412		Impôts et précomptes à récupérer		
413		Subsides à recevoir		
	4130	Subventions IFAPME à recevoir		
	413000	Subventions forfaitaires par unité d'activité - Formation de base		
	413010	Subventions forfaitaires par auditeur - Formation de base		
-	413020	Subventions forfaitaires par unité d'activité - Formation continue		-
	413030	Subventions sur rétrocession du financement alternatif (hors biens d'équipement)		
	413040	Subventions pour les frais d'organisation des examens C		
	413050	Subventions pour les évaluations pratiques (EUAA)		
	413060	Subventions pour assurance incendie		
	413070	Intervention IFAPME dans les frais de transport des apprentis		

	413080	Subventions pour équipements		
	413099	compte réservé		
	4131	Préfinancement FSE à recevoir (à subdiviser par action ou par projet)		
	4132	Subventions FSE en cours de validation (à subdiviser par action ou par projet)		
		Subventions FSE validées (à subdiviser par action ou par projet)		
	4134	Autres subventions européennes (à subdiviser par action ou par projet)		
	4135	Autres subventions (Forem, Action Pénurie, Province/ville, Fondations ...) (à subdiviser par subvention ou par projet)		
	4136	Autres créances		
	413600	Subsides en capital à recevoir (à subdiviser par type de créances)		
	4137	Avances, prêts et autres remboursements du personnel		
	413700	Avances et prêts au personnel		
	413701	Participation personnelle chèques-repas personnel		
	413702	Remboursements divers du personnel		
	4138	Indemnités accident de travail et remboursement assurance		
	413800	Indemnités accident de travail		
	413850	Remboursements assurance		
414		Produits à recevoir		
416		Créances diverses		
417		Créances douteuses		
418		Cautionnements versés en numéraire		
419		Réductions de valeur actées(-)		
	4190	Réductions de valeurs sur créances FSE (à détailler)		
	4191	Réductions de valeurs sur autres créances (à détailler)		
42.		Dettes à plus d'un an échéant dans l'année (même subdivision que le compte 17)		IX.A
43.		Dettes financières		IX.B
433		Etablissements de crédit - Dettes en compte courant		IX.B.1
44.		Dettes commerciales		
440		Fournisseurs	VII.A	IX.C.1
444		Factures à recevoir		IX.C.1
45.		Dettes fiscales, salariales et sociales		
451		TVA à payer		IX.E.1
452		Impôts et taxes à payer		IX.E.1
453		Précomptes retenus (à subdiviser par trimestre)		IX.E.1
454		Office National de la Sécurité Sociale (à subdiviser par trimestre)		IX.E.2
455		Rémunérations		IX.E.2
	455000	Rémunérations nettes du personnel		
	455900	Avantages en nature		
456		Pécule de vacances		IX.E.2
	456000	Pécule de vacances du personnel		
	456800	Provisions pour pécule de vacances		
459		Autres dettes sociales		IX.E.2
	459200	Assurance-loi personnel		
	459400	Assurance-groupe personnel		
	459401	Assurance-maladie personnel		
	459402	Assurances complémentaires		

	459500	Remboursement abonnements sociaux		
	459600	Saisies sur rémunérations du personnel		
	459700	Organisme médecine du travail		
46.		Préfinancement FSE		IX.D
461		Préfinancement FSE		
	4610	Préfinancement FSE (à détailler)		
48.		Dettes diverses		IX.F
483		Subsides à rembourser (à détailler)		
489		Autres dettes diverses		
	4892	Frais de déplacements du personnel		
	4893	Remboursement frais de missions		
	4894	Indemnités et frais de déplacement CA		
	4899	Autres dettes diverses		
49.		Comptes de régularisation et comptes d'attente		
490		Charges à reporter	X	
491		Produits acquis	X	
492		Charges à imputer		X
493		Produits à reporter		X
499		Comptes d'attente		X
5.		Placements de trésorerie et valeurs disponibles		
53.		Dépôts à terme	VIII.B	
530		De plus d'un an		
531		De plus d'un mois et à un an au plus		
532		D'un mois au plus		
55.		Etablissements de crédit	IX	
550 à 559		Comptes ouverts auprès de divers établissements à subdiviser		
57.		Caisses		
570 à 577		Caisses - Espèces	IX	
578		Caisses - Timbres		
58.		Virements internes		
580		Transfert interne		
6.		Charges		
60.		Approvisionnements et marchandises	II.A	
600		Matières premières	II.A.1	
	6000	Matières premières - Cours formation de base		
	6005	Matières premières - Examens C		
	6009	Matières premières - Formation continue		
601		Fournitures, outillage et matériel pédagogique	II.A.1	
	6010	Fournitures pédagogiques		
	6011	Livres pédagogiques		
	6012	Outillage et matériel pédagogiques non amortissables		
602		Services, travaux et études	II.A.1	
603		Sous-traitances générales	II.A.1	
	6030	Honoraires et frais de déplacement des formateurs prestataires		
	603000	Honoraires Formation continue		
	603020	Frais de déplacement des formateurs prestataires		
	603030	Honoraires formateurs préfinancés		
	6031	Ramassage scolaire		
	603100	Car scolaire		
609		Variation de stock	II.A.2	
	6090	Matières premières		
	6091	Fournitures		

61.		Services et biens divers	II.B	
610		Loyers et charges locatives		
	6100	Loyers et charges locatives		
	610000	Loyers		
	610020	Charges locatives		
611		Entretiens et réparations		
	6110	Entretiens et réparations (à subdiviser)		
	6111	Contrats d'entretien et réparations (à subdiviser)		
	6112	Aménagements des locaux et déménagement		
	611200	Aménagements des locaux		
	611250	Frais de déménagement		
612		Fournitures faites à l'entreprise		
	6120	Consommation d'énergie		
	612010	Eau		
	612020	Gaz		
	612030	Mazout		
	612040	Electricité		
	6121	Fournitures de bureau et petit matériel		
	612100	Fournitures de bureau		
	612110	Fournitures de petit matériel de bureau non amortissable		
	612120	Fournitures et imprimés à usage administratif		
	6122	Livres, périodiques et documentation non pédagogiques		
	612200	Documentation et livres		
	612210	Abonnements journaux et autres		
	6123	Essence matériel roulant		
	612300	Essence matériel roulant		
	6124	Postes, télécommunication et autres frais		
	612400	Frais postaux		
	612410	Frais de téléphone		
	612420	Frais d'envoi express		
613		Promotion, communication et frais de réception		
	6130	Promotion et communication		
	613000	Annonces et insertions		
	613010	Catalogues et imprimés		
	6131	Foires et expositions		
	6132	Frais de concours		
	6133	Frais de représentation et de réception		
614		Assurances non relatives au personnel		
	614000	Assurance incendie, vol, etc.		
	614010	Assurance sur matériel roulant		
	614020	Assurance R.C. établissements d'enseignement		
	614030	Autres assurances		
615		Rétributions de tiers		
	615000	Conventions avec tiers		
	615100	Secrétariat social		
	615500	Honoraires d'avocats		
	615510	Honoraires du Reviseur d'entreprises		
	615520	Honoraires d'experts		
616		Transport du personnel et missions à l'étranger		
	6160	Transport du personnel		
	616000	Frais de déplacement du personnel		
	6161	Missions à l'étranger des membres du personnel		
617		Personnel intérimaire et personnes mises à disposition de l'association		
	6170	Intérimaires		
	6171	Personnes mises à disposition de l'association		

618		Frais liés aux membres du CA		
	6180	Indemnités et frais de déplacement du CA		
619		Autres charges et services divers		
62.		Rémunérations, charges sociales et divers	II.C	
620		Rémunérations et avantages sociaux directs		
	6202	Employés		
	620200	Rémunérations brutes		
	620230	Pécule de vacances		
	620240	Primes de fin d'année		
	6203	Ouvriers		
	620300	Rémunérations brutes		
	620330	Pécule de vacances		
	620340	Primes de fin d'année		
	6204	Comptes réservés		
	6209	Provisions pour pécules de vacances		
	620900	Provisions pour pécules de vacances Employés		
	620930	Provisions pour pécules de vacances Ouvriers		
621		Cotisations patronales d'assurances sociales		
	6210	Onss patronale		
	621000	Onss patronale		
	6211	Comptes réservés		
622		Primes patronales pour assurances extra-légales		
	622300	Assurance-groupe : Cotisations patronales		
	622400	Assurances complémentaires		
623		Autres frais de personnel		
	6230	Assurance-loi personnel		
	623000	Assurance-loi personnel		
	6231	Abonnement social		
	623100	Interventions abonnement social		
	6232	Service médical et frais pharmaceutiques		
	623200	Frais service médical		
	623220	Frais pharmaceutiques		
	6233	Chèques repas et frais de boissons du personnel		
	623300	Frais de chèques repas		
	623320	Frais de boissons du personnel		
	6234	Vêtements de travail		
	623400	Vêtements de travail		
	6235	Formation du personnel		
	623500	Frais de formation du personnel		
	6236	Frais divers du personnel		
	623600	Primes de Saint Nicolas		
	623610	Cadeaux du personnel		
	6237	Avantages en nature		
	623700	Avantages en nature		
	6238	Comptes réservés		
63.		Amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges		
630		Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations	II.D	
	6302	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles		
	630200	DA sur constructions en pleine propriété		
	630201	DA sur constructions subsidiées		
	630205	DA sur terrains bâtis en pleine propriété		
	630206	DA sur terrains bâtis subsidiés		
	630210	DA sur installations et machines fixes en pleine propriété		
	630211	DA sur matériel et outillage pédagogiques en pleine propriété		
	630212	DA sur mobilier pédagogique en pleine propriété		
	630213	DA sur matériel et logiciel informatiques pédagogiques en pleine propriété		

	630214	DA sur installations et machines fixes subsidiées		
	630215	DA sur matériel et outillage pédagogiques subsidiés		
	630216	DA sur mobilier pédagogique subsidié		
	630217	DA sur matériel et logiciel informatiques pédagogiques subsidiés		
	630220	DA sur mobilier administratif en pleine propriété		
	630221	DA sur matériel administratif en pleine propriété		
	630222	DA sur matériel roulant en pleine propriété		
	630223	DA sur matériel et logiciel informatique administratif en pleine propriété		
	630240	DA sur mobilier administratif subsidié		
	630241	DA sur matériel administratif subsidié		
	630242	DA sur matériel roulant subsidié		
	630243	DA sur matériel et logiciel informatique administratif subsidié		
	630250	DA sur immobilisations détenues en location-financement et droits similaires		
	630251	DA sur autres immobilisations corporelles		
	6309	Dotations aux réductions de valeur sur immobilisations corporelles (même subdivision que le compte 6302)		
631		Réductions de valeur sur stocks	II.E	
	6310	Dotations		
	6311	Reprises (-)		
634		Réductions de valeur sur créances d'exploitation à un an au plus	II.E	
	6340	Dotations		
	634000	Réductions de valeur sur créances FSE		
	634010	Réductions de valeur sur autres créances		
	6341	Reprises (-)		
	634100	Reprise de réductions de valeur sur créances FSE		
	634110	Reprise de réductions de valeur sur autres créances		
635		Provisions pour pensions et obligations similaires	II.F	
	6350	Dotations		
	6351	Reprises (-)		
636		Provisions pour grosses réparations et gros entretiens	II.F	
	6360	Dotations aux provisions pour grosses réparations et gros entretiens (à détailler)		
	6361	Utilisations et reprises (-) (à détailler)		
637		Provisions pour autres risques et charges	II.F	
	6370	Dotations aux provisions pour autres risques et charges (à détailler)		
	6371	Utilisations et reprises (-) (à détailler)		
638		Provisions pour subsides et legs à rembourser et pour dons avec droits de reprise	II.F	
	6380	Dotations aux provisions pour pour subsides et legs à rembourser et pour dons avec droits de reprise (à détailler)		
	6381	Utilisations et reprises (-) (à détailler)		
64.		Autres charges d'exploitation	II.G	
640		Charges fiscales d'exploitation		
	6402	Précompte immobilier (à détailler)		
	6403	Taxe sur le matériel roulant (à détailler)		
	6406	Autres charges fiscales		
	640600	Taxe sur le patrimoine		
	640610	Taxes communales et provinciales		
	640620	Taxes diverses		
643		Dons		
644		Achats de marchandises et de petit matériel pour la cafétéria		

645 à 648		Charges d'exploitation diverses		
65.		Charges financières	V.	
650		Charges des dettes	V.A.	
		(à détailler par emprunt)		
657 à 659		Charges financières diverses	V.C	
66.		Charges exceptionnelles	VIII	
660		Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur exceptionnels	VIII.A	
	6602	Sur immobilisations corporelles		
		(à détailler comme 6302 et 6303)		
662		Provisions pour risques et charges exceptionnels	VIII.C	
	6620	Dotations		
		(à détailler)		
	6621	Utilisations (-)		
		(à détailler)		
663		Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	VIII.D	
		(à détailler)		
664 à 668		Autres charges exceptionnelles	VIII.E	
		(à détailler)		
67.		Impôts		
670		Impôts sur les revenus		
	6701	Précompte immobilier		
	6702	Précompte mobilier		
	6703	Autres impôts sur les revenus		
671		Taxes annuelles compensatoires des droits de succession		
69.		Transferts		
690		Résultat négatif de l'exercice antérieur reporté		
691		Transfert aux fonds affectés		
693		Résultat positif à reporter		
7.		Produits		
70.		Produits d'exploitation		I.A
700		Produits liés aux activités de formation		
	7000	Droits d'inscription formation de base		
	700000	Droits d'inscription formation CE		
	7001	Droits d'inscription formation continue		
	700100	Droits d'inscription formation continue		
	700120	Chèques formation		
	7002	Ventes de supports pédagogiques		
	700200	Ventes de manuels		
	700210	Ventes de supports pédagogiques		
	700220	Photocopies		
	7003	Intervention des apprentis dans les frais de transport		
	700300	Intervention des apprentis dans les frais de transport		
73.		Cotisations, dons, legs et subsides		I.D
736		Subsides en capital et en intérêts		
	7364	Subsides en capital et en intérêts		
	736400	Subsides en capital sur constructions portés en résultat		
	736410	Subsides en capital sur biens d'équipement portés en résultat		
737		Subsides d'exploitation		
	7370	Subventions de l'IFAPME		
	737000	Subventions forfaitaires par unité d'activité - Formation de base		
	737010	Subventions forfaitaires par auditeur - Formation de base		
	737020	Subventions forfaitaires par unité d'activité - Formation continue		
	737030	Subventions sur rétrocession du financement alternatif (hors biens d'équipement)		

	737040	Subventions pour les frais d'organisation des examens C		
	737050	Subventions pour les évaluations pratiques (EUAA)		
	737060	Subventions pour assurance incendie immeuble		
	737070	Intervention IFAPME dans les frais de transport des apprentis		
	737090	Subventions diverses à détailler		
	737091	Subventions diverses à détailler		
	7371	Subventions Fonds social européen (à détailler par action ou projet)		
	7372	Autres subventions européennes (à détailler)		
	7373	Autres subventions (Forem, Actions Pénurie, Province/ville, Fondations ...) (à détailler)		
738		Montants compensatoires (Aides à l'emploi) destinés à réduire le coût salarial (à détailler)		
74.		Autres produits d'exploitation		I.E
743		Récupérations de charges		
	7430	Remboursement charges sociales (à détailler)		
	7431	Remboursement indemnités accident de travail (à détailler)		
	7432	Remboursement frais de personnel		
	743200	Participation personnel chèques repas		
	743210	Récupération avantages en nature concierge		
	746220	Récupération avantages en nature matériel roulant		
	7433	Remboursement de frais encourus (à détailler)		
	7434	Participation des apprenants dans les frais de transport		
744		Autres produits propres au centre de formation		
	7440	Vente de produits de cafétéria (à détailler)		
	7441	Mise à disposition de locaux (à détailler)		
745 à 749		Produits d'exploitation divers		
75.		Produits financiers		I.E
751		Produits des actifs circulants (à détailler)		IV.B
752		Plus-values sur réalisation d'actifs circulants (à détailler)		IV.B
756 à 759		Produits financiers divers (à détailler)		IV.C
76.		Produits exceptionnels		VII
760		Reprise d'amortissements et de réductions de valeur		VII.A
	7601	Reprise d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations corporelles (à détailler)		
762		Reprise de provisions pour risques et charges exceptionnels (à détailler)		VII.C
763		Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés (à détailler)		VII.D
764 à 769		Autres produits exceptionnels		VII.E
79.		Prélèvements		
790		Résultat positif de l'exercice antérieur reporté		
791		Prélèvement sur les fonds affectés		
792		Prélèvement sur les fonds associatifs		

793		Résultat négatif à reporter		
-----	--	-----------------------------	--	--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe 3. Barèmes des formateurs visés à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990

Ancienneté	Accompagnateur	Formateur de connaissances générales, Educateur, Conseiller en éducation	Formateur principal
0	15.849,72	16.778,24	20.609,38
1	16.101,90	17.339,03	21.181,29
2	16.354,08	17.899,80	21.753,19
3	16.606,26	18.460,55	22.325,08
5	16.898,85	19.380,34	23.263,07
7	17.539,26	20.317,25	24.201,04
9	18.211,57	21.255,59	25.139,05
11	18.883,88	22.193,12	26.077,02
13	19.722,56	23.131,09	27.014,99
15	20.310,86	24.069,04	27.952,96
17	20.899,16	25.006,99	28.890,96
19	21.737,84	25.944,93	29.828,93
21	22.326,14	26.882,90	30.766,90
23	22.914,44	27.820,85	31.704,89
25	23.753,12	28.758,79	32.642,85
27	24.341,42	29.696,77	33.580,84

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/15358]

16 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013, en in het bijzonder de artikelen 5, § 3, 10, vierde lid, 10bis, § 4, 14, vierde lid, 16, § 3, tweede lid, en 21, § 1, leden 2 en 3;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016 en bij het decreet van 29 maart 2018 en, in het bijzonder, artikel 15bis, § 1, eerste lid;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, en in het bijzonder artikel 19bis, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot bepaling van de vergoedingen en presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de commissarissen en de leden van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het advies van het beheerscomité, gegeven op 20 maart 2019;

Gelet op het rapport van 4 april 2019, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 mei 2019;

Gelet op advies nr. 66.286/2 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het IFAPME;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° het decreet van 17 juli 2003 : het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);
- 2° het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 : het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de vormingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun directeur van centra;
- 3° de Code : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;
- 4° het Instituut : het Instituut opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";
- 5° het Beheerscomité: het beheersorgaan bedoeld in het decreet van 17 juli 2003;
- 6° het Vormingscentrum: de vereniging erkend volgens de voorwaarden bepaald door het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014;
- 7° de vormingswerker: elke persoon die is aangeworven met een arbeidsovereenkomst en die belast is met het geven van cursussen in de vormingscentra van het IFAPME-net;
- 8° de vormingswerker algemene kennis aangeworven met een contract van onbepaalde duur: de belangrijkste opdracht van de vormingswerker is het verzorgen van de algemene cursussen voor de scholing en het uitvoeren van de administratieve taken in verband met de opvolging en de organisatie van de cursussen;
- 9° de hoofdvormingswerker: de vormingswerker die voornamelijk de volgende taken vervullen: lesgeven, beheer van de begeleiding van de vormingswerkers uit de sector(en) waarvoor hij verantwoordelijk is, opvolging van de organisatie van de lessen en examens, zorgen voor de verspreiding van de leermiddelen en de didactische middelen en voor het rationeel gebruik van de lokalen en voorzieningen;
- 10° de educatieve medewerker : het personeelslid van een Vormingscentrum dat voornamelijk de volgende taken vervullen : begeleiding van de ven, beheer van de groepsfenomenen, het afhaken van school voorkomen en toezien op de toepassing van de veiligheids- en hygiënevoorschriften;
- 11° de pedagogische adviseurs : het personeelslid van het Vormingscentrum dat voornamelijk de volgende taken vervullen : organisatie van de activiteiten i.v.m. de opvangklassen en de remediëring, pedagogische opvolging van de beslissingen van de klassenraden en beheer van de conflicten met de leerlingen en hun absentisme;
- 12° de pedagogische begeleider: het personeelslid van de vormingscentra van wie de hoofdopdrachten erin bestaan de leerlingen bij de opvolging van de cursussen te begeleiden, te zorgen voor een opvolging van hun absentisme, het volgen van de opleiding te identificeren en te vergemakkelijken, specifieke ateliers voor het volgen van de opleiding op te zetten en de opvolging ervan te verzekeren
- 13° de pedagogische coördinator: het personeelslid van het vormingscentrum dat tot taak heeft de directeur van het centrum bij te staan in de pedagogische vaardigheden en in het pedagogisch beheer van de vormingswerkers van het centrum;
- 14° satelliet vestiging: een vestiging die gescheiden is van de hoofdvestiging die hetzij:
 - a) gevestigd is in een gemeente die gescheiden is van de hoofdvestiging en ten minste 7.000 uur prestatie van erkende leergangen organiseert, met uitzondering van activiteiten inzake voortgezette opleiding;
 - b) ten minsten 15.000 uur prestatie erkende leergangen organiseert, met uitzondering van de activiteiten inzake voortgezette opleiding.
- 15° het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder: het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;
- 16° het decreet betreffende de Regeringscommissarissen: het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Financiële modaliteiten voor de werking van het Instituut in het kader van zijn opdrachten inzake opleiding en toezicht*

Art. 3. De begroting van het Instituut voorziet in uitgaven met betrekking tot de bezoldiging van het personeel, de werkingskosten van het Instituut, subsidies aan vormingscentra, betalingen aan derden en investeringen voor de bouw van vormingscentra, voor werkzaamheden of voor IT-ontwikkelingen.

Art. 4. De regels voor de boekhoudkundige en budgettaire evaluatie van het Instituut zijn gevoegd bij bijlage 1.

Art. 5. De begroting van het Instituut voorziet in de uitgaven voor de werking en de organisatie van de diensten van het Instituut.

De tegemoetkoming van het Instituut omvat :

- 1° de werkingskosten die voortvloeien uit de in artikel 5 van het decreet van 17 juli 2003 bedoelde opdrachten;
- 2° de reis- en verblijfvergoedingen van het personeel, overeenkomstig de bepalingen van de Code;
- 3° voor de technische beroepscommissies en de beroepscommissies voor de vorming:
 - a) een presentiegeld van 19,35 euro per zitting aan de ledend van de technische beroepscommissies en de beroepscommissies voor de vorming
 - b) de treinreiskosten volgens het tarief van toepassing voor de 1ste klasse;
- 4° voor de vergaderingen van de vormingswerkers georganiseerd op initiatief van het Instituut:
 - a) de bezoldigingen van de vormingswerkers of de presentiegelden in het geval van vergaderingen die op initiatief van het Instituut voor de deelnemers worden georganiseerd, onder de volgende voorwaarden :
 - (1) Indien de hoofdvormingswerker een overeenkomst voor bepaalde of onbepaalde duur heeft gesloten, stemt zijn bezoldiging overeen met de onder b) bedoelde tegemoetkoming in de reiskosten;
 - (2) Indien de vormingswerker algemene kennis een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur heeft gesloten, stemt zijn bezoldiging overeen met de onder b) bedoelde tegemoetkoming in de reiskosten;
 - (3) indien de vormingswerker een arbeidsovereenkomst heeft gesloten voor een duidelijk omschreven functie, is zijn bezoldiging de betaling van een presentiegeld overeenkomstig de in 3°, a), vermelde tarieven en modaliteiten;
 - b) de tegemoetkoming in de treinreiskosten volgens het tarief van toepassing voor de 1ste klasse.

Met betrekking tot het tweede lid, 3°, a), wordt dit bedrag verlaagd tot 13,10 euro voor een tweede zitting op dezelfde dag. De presentiegelden worden toegekend voor zittingen die minstens twee en een half uur duren. Boven een duur van vijf uur worden er twee zittingen geacht te zijn gehouden. Het presentiegeld dekt de verblijf- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het totale toegekende bedrag. Het aantal zittingen per jaar dat aanleiding geeft tot een vergoeding wordt beperkt tot twaalf voor de technische beroepscommissies en de beroepscommissies voor de vorming.

Art. 6. De begroting van het Instituut dekt de kosten van de examencommissies die zijn samengesteld voor de indienstneming, de aanwerving of de bevordering van het personeel van het Instituut.

De tegemoetkoming van het Instituut omvat :

- 1° aan de leden van de examencommissies wordt een presentiegeld van 75 euro per halve dag toegekend, alsmede reiskosten volgens de modaliteiten die in de Code zijn vastgelegd;
- 2° onverminderd artikel 511, lid 2, van de Code worden deze subsidies niet aan de personeelsleden van het Instituut toegekend.

Wat het tweede lid betreft, dekt het presentiegeld de verblijf- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het totale toegekende bedrag.

HOOFDSTUK III. — *Financiële modaliteiten voor de subsidiëring van de vormingscentra*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 7. Binnen de perken van de in de begroting van het Instituut opgenomen kredieten worden de subsidies tegen overlegging van bewijsstukken toegekend aan een vormingscentrum dat voldoet aan de voorwaarden vermeld in dit hoofdstuk.

Art. 8. De in dit hoofdstuk bedoelde subsidies worden toegekend op voorwaarde dat :

- 1° het vormingscentrum wordt erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014;
- 2° de directeur van het vormingscentrum wordt erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014;
- 3° een bilaterale overeenkomst zoals bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet van 17 juli 2003, wordt gesloten tussen het vormingscentrum en het Instituut.

Wanneer niet meer aan een van de in lid 1 genoemde voorwaarden wordt voldaan, kan het Instituut de subsidies handhaven gedurende een overgangperiode die het vaststelt en die niet langer dan zes maanden mag duren.

Art. 9. De boeken van de vormingscentra worden gehouden overeenkomstig het model van boekhoudplan opgenomen in bijlage 2 en met inachtneming van de modaliteiten vastgelegd door het Instituut.

Art. 10. De modaliteiten voor de indiening van de dossiers tot uitbetaling van de subsidies betreffende de erkende of goedgekeurde activiteiten worden door het Instituut bepaald.

Afdeling 2. — Subsidie voor de bezoldigingen van de vormingswerkers

Art. 11. § 1. Opdat de arbeidsovereenkomsten gesloten tussen de vormingscentra en de vormingswerkers aanleiding zouden kunnen geven tot de subsidies bedoeld in dit besluit, moeten de vormingswerkers de volgende bezoldigingen ontvangen voor zover zij hun werk hebben verricht in het kader van cursussen erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen of elk ander besluit waarbij dit besluit vervangen zou

worden of het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de pedagogische vervolmaking in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, of elk ander besluit waarbij dit besluit vervangen zou worden:

- 1° de hoofvormingswerkers, de educatieve medewerkers, de pedagogische adviseurs en de pedagogische begeleiders die bij een arbeidsovereenkomst van bepaalde of onbepaalde duur in dienst genomen worden en de vormingswerkers algemene kennis die bij een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur in dienst genomen worden, genieten een jaarlijkse wedde die berekend wordt volgens de in bijlage 3 vermelde weddeschalen;
- 2° de vormingswerkers die bij een arbeidsovereenkomst voor een welbepaald werk in dienst genomen worden genieten per lesuur of examen dat betrekking heeft op de praktische beroepsbekwaamheden de volgende bezoldigingen:
 - a) voor de scholing: 18,2259 euro;
 - b) voor de vorming van bedrijfsleider: 20,1574 euro;
 - c) voor de coördinatie- en begeleidingsvorming: 20,1574 euro;
 - d) voor de voortgezette vorming, bedoeld in het decreet: 24,4246 euro;
 - e) voor de pedagogische vervolmaking: 24,4246 euro.

Behalve de eigenlijke uiteenzetting van de cursussen en de deelname aan de examens die betrekking hebben op de praktische beroepsbekwaamheden, dekken deze bedragen de voorbereiding van de cursussen, de voorbereiding en de verbetering van de schriftelijke en mondelinge proeven van de examens betreffende de algemene kennis, de beroepskennis of de praktische beroepsbekwaamheden die tijdens of aan het einde van de scholing en de vorming van bedrijfsleider georganiseerd worden.

De lessen die niet effectief konden gegeven worden wegens omstandigheden waarbij het recht op bezoldiging behouden blijft, krachtens de beschikkingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden gelijkgesteld met lessen die recht geven op subsidie.

§ 2. De reiskosten van de vormingswerkers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden gesubsidieerd overeenkomstig de bepalingen die in de Code voor het gebruik van het openbaar vervoer op weg naar het werk zijn vastgesteld.

De reiskosten van de bij paragraaf 1, 2°, bedoelde vormingswerkers kunnen gesubsidieerd worden volgens de voor de eerste klasse geldende spoorwegtarieven voor zover de heen- en terugreis 20 km overschrijdt. Behalve afwijking toegestaan door het Instituut op verzoek van het Vormingscentrum mag het gesubsidieerde bedrag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de kosten van een heen en terugreis van 70 km.

Deze subsidie bedoeld in het tweede lid kan niet toegekend worden, als de cursussen die de reis noodzakelijk maken cursussen algemene kennis in het stadium scholing zijn.

§ 3. Wat betreft de door de Vormingscentra in dienst genomen personen bedoeld in paragraaf 1, treedt het Instituut als derde betalende op, zowel voor de netto bezoldigingen en de reiskosten die het rechtstreeks aan de vormingswerkers betaalt als voor de lasten i.v.m. de sociale en fiscale verplichtingen van de Vormingscentra die het rechtstreeks aan de betrokken instellingen betaalt.

Art. 12. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut opgenomen kredieten kan het Instituut, bij gebreke van een reeds bestaande pedagogische drager, bijdragen in de kosten voor de uitwerking van een dergelijke drager door een vormingswerker, in ruil voor de overdracht door deze laatste van de auteursrechten op de betrokken drager. De aanvraag om een tegemoetkoming in de kosten voor de uitwerking van de betrokken drager moet vóór elke vastlegging van uitgaven worden ingediend.

Een overeenkomst gesloten tussen het Instituut en de vormingswerker bepaalt de modaliteiten en het bedrag van deze tegemoetkoming in de kosten voor de uitwerking van de betrokken drager.

De tegemoetkoming in de kosten voor de uitwerking van de betrokken drager, beperkt tot het vooraf goedgekeurde bedrag, wordt uitbetaald na ontvangst en goedkeuring van de pedagogische drager.

Art. 13. § 1. Het Instituut subsidieert de leden van de examencommissies samengesteld voor de bestendige evaluatie en de examens in de Vormingscentra, voor de zittingen gewijd aan:

- 1° de voorbereiding, de mondelinge proeven en de verbetering van de examens inzake beroepskennis waarvoor geen enkele cursus werd ingericht;
- 2° de voorbereiding en het verloop van de examens die betrekking hebben op de praktische beroepsbekwaamheden.

§ 2. De tegemoetkoming van het Instituut omvat:

- 1° een presentiegeld van 19,35 euro per zitting en per commissielid;
- 2° de treinreiskosten van de commissieleden volgens de tarieven van toepassing voor de 1ste klasse.

De bepalingen van dit artikel gelden voor de eerste en de tweede zitting van de examens.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, wordt dit bedrag verlaagd tot 13,10 euro voor een tweede zitting op dezelfde dag. Het presentiegeld wordt toegekend voor zittingen die minstens tweeënehalf uur duren. Een zitting die meer dan vijf uur duurt staat gelijk met twee zittingen. Het presentiegeld dekt de verblijfs- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het toegekende totaalbedrag.

§ 3. Wat betreft de vormingswerkers die bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen worden voor een welbepaald werk, mogen de subsidies en reiskosten bedoeld in paragraaf 2 niet gecumuleerd worden met de bezoldigingen bedoeld in artikel 11, §1, eerste lid, 2°, en met de reiskosten bedoeld in artikel 11, §2, als ze deelnemen aan een examencommissie.

§ 4. De bepalingen van paragraaf 2 zijn niet van toepassing op de vormingswerkers die bij een arbeidsovereenkomst van bepaalde of onbepaalde duur in dienst genomen worden zoals bedoeld in artikel 11, §1, eerste lid, 1°, als ze deelnemen aan een examencommissie.

Afdeling 3. — Subsidies voor de werking van de Vormingscentra

Art. 14. § 1. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut opgenomen kredieten worden subsidies verleend ter dekking van de kosten die voortvloeien uit de huur van onroerend goed wanneer activiteiten worden georganiseerd die onder het toepassingsgebied van het decreet van 17 juli 2003 vallen.

Die subsidie wordt toegekend na overlegging van een bezettingstitel waarvan de bepalingen vooraf goedgekeurd moeten worden door het Instituut.

Het subsidiebedrag is gelijk aan vijftig procent van het huurgeld, met inbegrip van de eventuele belastingen.

Het directiecomité kan echter op basis van een gemotiveerd verzoek van het vormingscentrum in het kader van een door het directiecomité goedgekeurd innovatief pedagogisch project besluiten de subsidie te verhogen tot tachtig procent van het huurgeld.

Een verhuizing van de activiteiten van het opleidingscentrum naar een andere gemeente wordt niet beschouwd als een innoverend project in de zin van dit artikel.

§ 2. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut opgenomen kredieten wordt een subsidie toegekend aan een vormingscentrum:

- 1° om de kosten te dekken van de aankoop, de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van een onroerend goed dat bestemd is voor activiteiten die onder het toepassingsgebied van het decreet van 17 juli 2003 vallen;
- 2° ter dekking van de kosten van grote herstellingen aan bestaande gebouwen, met name voor structurele herstellingen, zonder dat deze herstellingen wijzigingen van het gebouw met zich meebrengen.

Het Instituut neemt regelmatig deel aan het toezicht en aan het vlotte verloop van de werken die het voorwerp van deze subsidie uitmaken.

De in deze paragraaf bedoelde subsidie wordt toegekend voor zover het Vormingscentrum twintig procent van de totale investering inbrengt.

§ 3. In geval van ontbinding of herstructurering van de vereniging zonder winstoogmerk die het erkend Vormingscentrum uitmaakt:

- ontvangt het Instituut een bedrag dat overeenkomst met de subsidies betreffende de onroerende goederen en uitrustingen die worden uitbetaald krachtens de paragraaf 2 van dit artikel en de subsidies betreffende de uitrustingen die worden uitbetaald krachtens artikel 15 of met elke andere vorige subsidie van het Instituut of het Waalse Gewest die dezelfde bestemming heeft; Voor onroerend goed komt het bedrag overeen met de geactualiseerde waarde van de subsidie. Voor uitrustingen komt het bedrag overeen met de economische residuele waarde van de uitrustingen;
- hetzij worden de onroerende goederen en de uitrustingen die het voorwerp zijn geweest van de in paragraaf 2 of in artikel 15 bedoelde subsidies, kosteloos aan het Instituut overgedragen; deze goederen en uitrustingen worden bestemd voor de uitvoering van de in artikel 5, § 1, van het decreet van 17 juli 2003 bedoelde taken of worden ter beschikking gesteld van een ander erkend vormingscentrum.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 van dit artikel kan in geval van een herstructurering van de vereniging zonder winstoogmerk die het erkende vormingscentrum vormt en die leidt tot de overdracht van de activiteit van het centrum naar een ander erkend vormingscentrum, de eigendom van de uitrusting en de onroerende goederen waarvoor subsidies zijn verleend, worden overgedragen aan het erkende overnemende vormingscentrum, mits het beheerscomité van het Instituut hiermee instemt na voorafgaand overleg met het erkende overnemende vormingscentrum.

Indien het beheerscomité weigert de eigendom van de uitrustingen en de onroerende goederen waarvoor een subsidie is verleend, over te dragen aan het erkende overnemende vormingscentrum, zijn de modaliteiten van paragraaf 3 van dit artikel van toepassing.

§ 5. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut opgenomen kredieten worden subsidies verleend ter dekking van de kosten van de brandverzekering voor onroerende goederen wanneer vormingsactiviteiten worden georganiseerd die onder het toepassingsgebied van het decreet vallen. Die subsidie wordt toegekend na overlegging van een verzekeringscontract waarvan de bepalingen goedgekeurd moeten worden door het Instituut.

Art. 15. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten worden aan de Vormingscentra subsidies verleend voor de aankoop en het onderhoud van meubilair, didactisch materiaal, machines, gereedschap, toestellen en instrumenten voor pedagogische werkplaatsen en laboratoria waarvan de eenheidswaarde 500 EUR (excl. BTW.) overschrijft.

De subsidie bedoeld in dit artikel wordt toegekend voor zover het Vormingscentrum vijftig procent van de totale investering inbrengt.

Reeksen kleine apparatuur en gereedschappen die nodig zijn voor de organisatie van vormen en waarvan de waarde per eenheid minder dan 500 EUR exclusief BTW bedraagt, komen in aanmerking voor een subsidie als het gaat om :

- 1° een nieuw gebouw;
- 2° de opening van een nieuwe afdeling, waarbij een onderscheid tussen de vormingsniveaus wordt gemaakt (scholing, vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming).

Het meubilair en het materieel, aangekocht met deze subsidies, zijn eigendom van het Vormingscentrum en worden in een omstandig inventarisboek ingeschreven volgens de modaliteiten die door het Instituut worden bepaald.

Zij mogen slechts met toestemming van het Instituut afgestaan worden. De opbrengst bij een eventuele verkoop wordt afgetrokken van de subsidie bedoeld in artikel 16.

Bij gebrek aan gebruik of bij herhaald ondoelmatig gebruik van dergelijk meubilair of dergelijke apparatuur:

- ofwel eist het Instituut zijn overplaatsing naar een ander erkend vormingscentrum;
- of het erkende opleidingscentrum verbindt zich ertoe de subsidie terug te betalen naar rato van de op het ogenblik van het besluit vastgestelde residuele economische waarde.

Art. 16. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten worden aan de Vormingscentra forfaitaire subsidies toegekend van 5,70 EUR per activiteitseenheid van voortdurende vorming erkend door het Instituut en georganiseerd door de Vormingscentra. Een activiteitseenheid stemt overeen met een uur prestatie van mondelinge leergangen van algemene kennis in de scholing. Voor de hiernavermelde activiteiten van de voortdurende vorming wordt deze activiteitseenheid aangepast door een coëfficiënt bepaald als volgt:

1. Vorming en scholing algemene kennis: 1;
2. Vorming en scholing beroepskennis: 1,6;
3. Vorming en scholing geïntegreerde cursussen: 1,3;
4. Vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming algemene kennis: 1;
5. Vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming beroepskennis: 1,6;
6. Vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming geïntegreerde cursussen: 1,3;
7. Snelcursus inzake beheer: 1.

§ 2. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten wordt aan elk vormingscentrum een forfaitaire subsidie toegekend van 6 460 EUR voor het eerste halfjaar van januari tot juni en 4 300 EUR voor het halfjaar van september tot december.

Deze bedragen worden vermenigvuldigd met de volgende coëfficiënten :

- 1° coëfficiënt 3 voor de hoofdvestiging van het vormingscentrum;
- 2° coëfficiënt 1 voor elke de satelliet vestiging van het vormingscentrum;

§ 3. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten worden forfaitaire subsidies toegekend per leerling die deelneemt aan de basisvormingsactiviteiten van het Instituut. Onder leerling die in aanmerking komt voor de subsidie wordt verstaan een leerling die voldoet aan de volgende aanwezigheidsvereisten. Een gerechtvaardigde afwezigheid en een vrijstelling wordt beschouwd als een aanwezigheid:

	1e semester (januari-juni)	2e semester september-december)
Cursussen scholing – algemene kennis	Ten minste 36 uur aanwezigheid of iets gelijkwaardig	Ten minste 24 uur aanwezigheid of iets gelijkwaardig
Andere vormingsactiviteiten	2/3 werkelijke aanwezigheid of gelijkwaardig	2/3 werkelijke aanwezigheid of gelijkwaardig
{0>Snelcursus inzake beheer<0}	2/3 aanwezigheid gedurende minimaal 90 uur	

Er wordt rekening gehouden met de werkelijke of gelijkgestelde aanwezigheden en het minimumaantal uren tussen de eerste en de laatste datum van werkelijke aanwezigheid in het centrum van de leerling tijdens het betreffende semester.

De forfaitaire subsidies per leerling voor het eerste semester, januari tot juni, bedragen :

- 1° vorming en scholing algemene kennis: 30 euro;
- 2° vorming en scholing beroepskennis: 45 euro;
- 3° vorming en scholing geïntegreerde cursussen: 75 euro;
- 4° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming algemene kennis: 30 euro;
- 5° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming beroepskennis: 45 euro;
- 6° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming geïntegreerde cursussen en voorbereidende vormen: 75 euro.

De forfaitaire subsidies per leerling voor het tweede semester, september tot december, bedragen :

- 1° vorming en scholing algemene kennis: 20 euro;
- 2° vorming en scholing beroepskennis: 30 euro;
- 3° vorming en scholing geïntegreerde cursussen: 50 euro;
- 4° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming algemene kennis: 20 euro;
- 5° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming beroepskennis: 30 euro;
- 6° vorming bedrijfsleider of coördinatie- en begeleidingsvorming geïntegreerde cursussen en voorbereidende vormen: 50 euro.

De forfaitaire subsidies per leerling bedragen 50 euro voor de snelcursus inzake beheer. Ze worden aan het einde van de opleiding uitbetaald.

Ze worden in twee schijven uitbetaald:

- 1° een voorschot dat in de eerste maand van het semester wordt betaald en dat overeenkomt met vijfenzeventig procent van de in het voorgaande jaar toegezegde subsidie, per semester;
- 2° het saldo betaald uiterlijk op de 30e van de maand die volgt op het semester.

§ 4. De in de leden 1, 2 en 3 bedoelde subsidies worden gebruikt ter betaling van de kosten die met name verband houden met de organisatie van erkende cursussen en andere door het Instituut goedgekeurde activiteiten, de werking en de bezoldiging van het leidinggevend, toezichhoudend en uitvoerend personeel van het opleidingscentrum, alsmede van de personeelsbelastingen en de socialezekerheidsbijdragen.

§ 5. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten kan een forfaitaire subsidie van 62 euro aan het centrum worden toegekend per leerling die in aanmerking komt voor een stage-overeenkomst in het kader van een opleiding tot bedrijfsleider. Om in aanmerking te komen voor de toekenning van de subsidie moet de stage het voorwerp uitmaken van een begeleiding door een afgevaardigde van het Instituut die tewerkgesteld is in de dienst waarvan het centrum afhangt en gedurende minimum 6 maanden effectief geweest zijn.

Deze subsidie wordt bestemd voor pedagogische uitgaven. Ze kunnen betrekking hebben op investeringen in uitrustingen en gebouwen.

Deze subsidie wordt toegekend na indiening door het centrum van een voorstel tot bestemming van de subsidie en na goedkeuring van het voorstel door het Instituut.

Ze wordt aan het centrum uitbetaald op grond van de bewijsstukken betreffende de uitgaven die door het centrum worden gemaakt en afbetaald, overeenkomstig het bestemmingsplan.

Art. 17. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten worden na overlegging van de bewijsstukken subsidies aan de Vormingscentra toegekend voor de kosten van grondstoffen en leveringen die nodig zijn voor de organisatie van de evaluaties en examens van de basisopleiding. Deze subsidies worden beperkt tot de evaluaties en examens van beroepskennis waarvoor geen enkele cursus georganiseerd is en tot de examens die betrekking hebben op de praktische beroepsbekwaamheden. Zij worden berekend op basis van de bedragen die in de vormings- en evaluatierferentiëlen zijn vermeld wanneer deze bedragen daarin zijn aangegeven.

Art. 18. Binnen de perken van de begrotingen toegekend door het Europees sociaal fonds of door andere Europese fondsen en programma's, waarvan het Vormingscentrum op de hoogte gebracht wordt door het Instituut, kan het Vormingscentrum bijkomende subsidies aanvragen op grond van bewijsdossiers.

De voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van de bijkomende subsidies worden bepaald door wettelijke of reglementaire bepalingen die deze financieringen regelen, alsook door de modaliteiten bepaald in de bilaterale overeenkomst bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 17 juli 2003 of in een aparte overeenkomst tussen het Instituut en het Vormingscentrum.

Een percentage van het bedrag van de bijkomende subsidies bedoeld in het eerste en het tweede lid, kan aan het vormingscentrum worden voorgeschoten voor effectieve uitgaven na indiening van een gerechtvaardigd verzoek om voorschot. Dit percentage wordt door het Beheerscomité van het Instituut vastgelegd.

De saldi van de bijkomende subsidies worden na aftrek van de gestorte voorschotten aan het vormingscentrum uitbetaald wanneer de bedragen aan het Instituut worden uitbetaald.

De als bijkomende subsidies uitbetaalde bedragen worden aan het Instituut terugbetaald wanneer de betrokken uitgaven later niet worden goedgekeurd door de inspectie- en controle-instanties die door de subsidiërende overheid worden gemachtigd.

Art. 19. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten worden subsidies aan de Vormingscentra toegekend om de kosten te dekken van hun deelname aan projecten of activiteiten die geen rechtstreekse organisatie van cursussen inhouden.

Deze projecten of activiteiten passen in het kader van de opdrachten van de opleidingscentra bedoeld in de artikelen 22 tot en met 24 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van de bijkomende subsidies worden bepaald door wettelijke of reglementaire bepalingen die deze financieringen regelen, alsook door de modaliteiten bepaald in de bilaterale overeenkomst bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 17 juli 2003 of in een aparte overeenkomst tussen het Instituut en het Vormingscentrum.

Art. 20. Binnen de perken van de daartoe in de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten subsidieert het Instituut de vormingscentra voor de uitvoering van specifieke projecten op initiatief van de Regering, overeenkomstig de subsidiëeringsvoorwaarden die in een specifiek subsidiëeringsbesluit voor elk van deze projecten zijn vermeld.

Afdeling 4. — Subsidies voor de deelnemers aan de erkende activiteiten

Art. 21. Mits overlegging van de nodige bewijsstukken komt het Instituut tegemoet in de reiskosten van de leerlingen die tijdens de scholing regelmatig cursussen van algemene, beroeps- of geïntegreerde kennis volgen en die gebruik maken van een openbaar gemeenschappelijk vervoermiddel voor hun dagelijkse verplaatsingen (heen en terug) tussen hun gebruikelijke woonplaats en het Vormingscentrum.

De voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van deze subsidies worden door het Instituut vastgelegd.

HOOFDSTUK IV. — Financiële modaliteiten voor de toekenning van de vergoedingen en de presentiegelden aan de voorzitter, de vice-voorzitter, de commissaris, de leden van het Beheerscomité en het auditcomité van het Instituut

Art. 22. De voorzitter van het Beheerscomité ontvangt een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 12.500 euro.

De vice-voorzitter van het Beheerscomité ontvangt een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 3.750 euro.

Deze vergoeding dekt de verblijfs- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het toegekende totaalbedrag.

De berekening en de betalingsvoorwaarden worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 23. § 1. De leden van het Beheerscomité of van het bureau van het Beheerscomité, indien dit is samengesteld, ontvangen een presentiegeld van 75 euro per zitting.

§ 2. Het presentiegeld dekt ook de verblijfs- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het toegekende bedrag.

De berekening en de betalingsvoorwaarden worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 24. § 1. De leden van het Auditcomité ontvangen een presentiegeld van 75 euro per zitting.

§ 2. Het presentiegeld dekt ook de verblijfskosten die veertig procent van het toegekende bedrag vertegenwoordigen.

De berekening en de betalingsvoorwaarden worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 25. De Regeringscommissarissen bij het Beheerscomité ontvangen elk een presentiegeld van 75 euro per zitting.

Het presentiegeld dekt de verblijfs- en vertegenwoordigingskosten ten belope van veertig procent van het toegekende totaalbedrag.

De berekening en de betalingsvoorwaarden worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de Regeringscommissarissen.

HOOFDSTUK V. — *Indexering*

Art. 26. § 1. De bedragen bedoeld in artikel 5, tweede lid, 3°, en in de artikelen 6, 11, 13, 22, 23, 24 en 25 worden gekoppeld aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen en stemmen overeen met de spilindex 138,01 van januari 1990. Ze schommelen volgens de modaliteiten van artikel 247 van de Code.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Waalse Regering besluiten de in artikel 16 bedoelde bedragen met ingang van 1 januari of 1 juli van elk jaar te indexeren. Deze bedragen moeten met ingang van 1 januari 2019 worden vermenigvuldigd met het indexcijfer 1,5769.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 27. Opgeheven worden:

- 1° het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot bepaling van de vergoedingen en presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de commissarissen en de leden van het Beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);
- 2° het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 juli 2013, 24 april 2014 en 17 januari 2019.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2020.

Art. 29. De Minister van het IFAPME is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage 1. Boekhoudkundige waarderingsregels bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

1 VOORWOORD

Aangezien IFAPME niet Btw-plichtig is, worden de in de balans opgenomen waarden inclusief BTW geboekt.

2 METHODOLOGIE

2.1 Boekhoudplan

Het boekhoudplan is in wezen in overeenstemming met het MGR van de grote Vzw's.

Het meervoudige analyseschema laat toe om de lasten en opbrengsten uit te splitsen volgens :

1. de financieringsbronnen (identificatie van de begroting waarmee de uitgaven worden gefinancierd)
2. het kostencentrum (betrokken diensten van het IFAPME of vormingscentrum)
3. één identificatie per project
4. identificatie aan de hand van hulpbronnen of vaste activa.

De analysecriteria 1 en 2, financieringsbronnen en kostencentra, zijn verplicht voor alle boekhoudingen.

Een alternatief boekhoudplan maakt het ook mogelijk om verrichtingen uit te splitsen naar economische classificatie (ESR 2010).

2.2 Begrotingsboekhouding

In de tabellen van de uitvoeringsrekening van de begroting wordt overeenkomstig de bepalingen van de algemene boekhouding onderscheid gemaakt tussen het boekhoudkundig resultaat en het begrotingsresultaat, overeenkomstig de bepalingen die gelden voor instellingen van openbaar nut;

Het economisch (of boekhoudkundig) resultaat is onderworpen aan de traditionele algemene boekhoudkundige bepalingen die aan ondernemingen of grote Vzw's worden opgelegd. Dit resultaat geeft een waardering van de "economische" waarde van IFAPME en haar resultaat.

Het begrotingsresultaat geeft de daadwerkelijk vastgestelde (niet noodzakelijkerwijs geïnde) ontvangsten gedurende het begrotingsjaar en de daadwerkelijk gedane (niet noodzakelijkerwijs betaalde) uitgaven gedurende het begrotingsjaar weer, met inbegrip van de uitgaven voor investeringen of voor de kapitaalaflossingen van leningen, die in de algemene boekhouding geen lasten vormen.

Het gebruik van overdrachten uit voorgaande jaren voor de financiering van operaties, acties of investeringen draagt bij tot een verslechtering van het ESR-saldo. Het vereist de instemming van de functionele minister.

De boeking in de begroting wordt gedaan overeenkomstig de definitie van een vastgesteld recht als "een recht dat aan de volgende voorwaarden voldoet":

- a) Het bedrag wordt precies bepaald;
- b) De identiteit van de schuldenaar of de schuldeiser is vast te stellen;
- c) De verplichting om te betalen bestaat;
- d) Een bewijsstuk is in het bezit van de entiteit."

Bijzonder geval: boekhoudkundige verwerking van de ontvangsten en uitgaven Europees Sociaal Fonds en EFRO

1. De aanvragen voor ESF-saldi worden op 31 augustus van het jaar N+1 afgerond,
2. De ontvangsten uit de ESF-begroting (en sommige ontvangsten uit het EFRO) worden niet vastgesteld in het jaar N waarin de gefinancierde uitgaven worden gedaan.

3. Voor hetzelfde begrotingsjaar is er geen overeenstemming tussen de uitgaven (jaar N) en de ontvangsten (vanaf jaar N+1).
4. Economisch gezien worden de Europese acties (ESF, EFRO, enz.) geneutraliseerd vanuit het oogpunt van het ESR 2010.

3 POSTEN VAN DE ACTIEFZIJDE VAN DE BALANS

3.1 IMMATERIELE VASTE ACTIVA

De immateriële vaste activa (licenties, software, enz.) worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Lineaire afschrijving over 36 maanden vanaf de maand van aankoop.

3.2 MATERIELE VASTE ACTIVA

3.2.1 IN HET ALGEMEEN

Voor een nieuwe woning

- Boekhouding tegen koopprijs, inclusief de bijkomende kosten.
- Eenheidsprijs van ten minste 1.000 euro excl. BTW
- Lineaire afschrijving per volledig annuïteit.

Voor tweedehands materiaal

- Percentage twee keer zo snel als het percentage dat normaal gesproken wordt toegepast voor een nieuwe investering van hetzelfde type.

3.2.2 TERREINEN

- Aankoopwaarde, eventueel geherwaardeerd.
- Waarde van de aangekochte grond in zijn geheel "grond + gebouw"
- Niet het voorwerp van de afschrijving.

3.2.3 GEBOUWEN

Aankoopwaarde (funderingen, installaties voor elektriciteit, water, gas, verwarming en sanitair, liften en omgeving, honoraria van architecten, ingenieurs, belastingen, administratieve kosten (productie van plannen, advertenties, bestek, enz.) en registratiekosten en -rechten)

- Solide constructies: 5% afschrijvingspercentage.
- Andere constructies: afhankelijk van leeftijd en gebruik

3.2.4 GROND- EN BOUWKUNDIGE HERINRICHTINGEN

Aanzienlijke verbeteringen of verbouwingen aan gebouwen worden als investering geboekt als ze waarde toevoegen aan de intrinsieke waarde van de activa.

- Werken in verband met de ruwbouw: 5% afschrijvingspercentage,
- Andere aanpassingen: 10% afschrijvingspercentage

3.2.5 ADMINISTRATIEF EN PEDAGOGISCH MATERIAAL, UITRUSTING EN MEUBILAIR

Administratieve en pedagogische goederen met een waarde van meer dan 1.000 euro exclusief BTW

- Afschrijvingspercentage: 20 %

3.2.6 ROLLEND MATERIEEL

- Nieuw voertuig: afschrijvingspercentage van 20%
- Tweedehands voertuig: afschrijvingspercentage van 33%

3.2.7 MATERIEEL EN SOFTWARE VOOR INFORMATIEVERWERKING

Informaticamateriaal (computers, printers, schermen) en software die op dit materiaal wordt gebruikt.

- Afschrijvingspercentage: 33%

3.2.8 VASTE ACTIVA GEHOUDEN ONDER FINANCIËLE LEASING

- Op de actiefzijde van de balans worden de rechten die IFAPME uit hoofde van dergelijke contracten heeft, geboekt tegen de waarde van het actief zoals voorzien in het contract (100% reconstitutie)
- Aan de passiefzijde wordt het bedrag dat de reconstitutie van het kapitaal van de waarde van het actief vertegenwoordigt, geboekt.

3.2.9 OVERIGE MATERIELE VASTE ACTIVA

Inrichtingskosten voor een in huur genomen pand.

- Installaties: 10% afschrijvingspercentage of afhankelijk van de resterende looptijd van het huurcontract.
- Voorzieningen: 20% afschrijvingspercentage of afhankelijk van de resterende looptijd van het huurcontract.

3.2.10 SAMENVATTING VAN DE AFSCHRIJVINGSPERCENTAGES

De afschrijvingen worden aan het einde van het boekjaar op jaarbasis toegepast:

- Gebouwen: 5%
- Inrichting van terreinen en gebouwen: 5% en 10%
- Uitrustingen: 10%
- Administratief en pedagogisch materiaal, uitrusting en meubilair : 20%
- Rollend materiaal: 20 tot 33%
- Materieel en software voor informatieverwerking: 33%
- Leaseapparatuur naar type
- Overige materiele vaste activa 10% en 20 % of volgens huurcontract

3.2.11 VORDERINGEN OP MEER DAN EEN JAAR

- Vorderingen op meer dan één jaar worden geboekt tegen hun nominale waarde.
- Vorderingen in vreemde valuta's worden gewaardeerd in euro's tegen de koers op de sluitingsdatum van het maatschappelijk boekjaar.
- Waardeverminderingen op vorderingen op meer dan één jaar worden geboekt wanneer de realisatiewaarde op de sluitingsdatum van het boekjaar lager is dan de boekwaarde.

3.2.12 VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE ÉÉN JAAR

- Vorderingen op ten hoogste één jaar worden geboekt tegen hun nominale waarde.
- De waarderingsregels zijn dezelfde als voor vorderingen op meer dan één jaar.
- Dubieuze vorderingen maken het voorwerp uit van waardevermindering op basis van het risico van verlies.
- Subsidies en andere overlopende posten worden als vorderingen in de balans opgenomen voor zover ze zeker (gemeld) zijn en betrekking hebben op de afgesloten periode of een voorgaande periode.

3.3 LIQUIDE MIDDELEN

- Liquide middelen worden opgenomen tegen hun nominale waarde.
- Waarden in vreemde valuta worden geboekt tegen de wisselkoers op de sluitingsdatum van de balans.

3.4 OVERLOPENDE REKENINGEN (ACTIVA)

De overlopende rekeningen bevatten de over te dragen kosten en de verworven inkomsten. Ze worden geboekt:

- Ofwel op de nominale pro rata bedragen van de reeds betaalde of gefactureerde lasten die betrekking hebben op de volgende boekjaren;
- Hetzij tegen het nominale bedrag van het pro rata deel van de inkomsten dat betrekking heeft op het boekjaar maar nog niet is ontvangen.

4 POSTEN VAN DE PASSIEFZIJDE VAN DE BALANS

4.1 SOCIAAL FONDS

Het sociaal fonds wordt vertegenwoordigd door de initiële activa van IFAPME.

4.2 HERWAARDERINGSRESERVE

In geval van herwaardering van immateriële en materiële activa worden herwaarderingswinsten geboekt volgens de eerder toegelichte regels.

4.3 RESERVES EN OVERGEDRAGEN RESULTATEN

Deze twee posten zijn samengesteld uit de economische resultaten van de voorgaande jaren.

4.4 KAPITAALSUBSIDIES

De verkregen investeringssubsidies worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Zij worden in de winst- en verliesrekening elk jaar in hetzelfde tempo als de afschrijving van de desbetreffende investeringen overgeheveld naar subsidies die als inkomsten worden verbruikt.

4.5 VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN LASTEN

Deze voorzieningen kunnen met name betrekking hebben op :

- Grote herstellingen en groot onderhoud: dit zijn grote, niet-periodieke herstellingen aan daken, buitenmuren, kozijnen, verwarming, enz.
- Geschillen.
- Geïdentificeerde en precieze risico's :
 - Voorziening voor pensioenfondsen;
 - Voorziening voor sociaal passief in geval van een risico in verband met het verlies van externe financiering.

De voorzieningen worden teruggenomen voor zover zij op het einde van het boekjaar een actuele beoordeling van de risico's en kosten waarvoor zij zijn gevormd, te boven gaan.

4.6 SCHULDEN OP MEER DAN EEN JAAR

Leningen en schulden worden geboekt tegen hun nominale waarde.

4.7 SCHULDEN OP TEN HOOGSTE ÉÉN JAAR

- Deze schulden worden geboekt tegen hun nominale waarde.
- Elk jaar worden, onafhankelijk van het resultaat, sociale voorzieningen voor het jaar aangelegd. Ze worden jaarlijks bij het afsluiten van de balans bedeed. De voorziening heeft betrekking op enkelvoudig en dubbel vakantiegeld en wordt berekend op basis van de bruto vergoeding over het boekjaar, in overeenstemming met de relevante wettelijke verplichtingen.

4.8 OVERLOPENDE REKENINGEN (PASSIVA)

De overlopende rekeningen bevatten de toe te rekenen kosten en de over te dragen opbrengsten.

Ze worden geboekt:

- hetzij tegen het nominale bedrag van het pro rata deel van de lasten dat betrekking heeft op het boekjaar maar waarvan de boekhoudkundige stukken nog niet zijn ontvangen.
- ofwel op de nominale pro rata bedragen van de reeds gefactureerde of geïnde opbrengsten, maar die betrekking hebben op het volgende boekjaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage 2. Model van boekhoudplan bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (WaaIs Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

Model van boekhoudplan van de Vormingscentra van het IFAPME net			Overeenstemmende rubriek van het volledig schema van de jaarrekeningen	
			Actief	Passief
1.		Sociaal fonds, voorzieningen voor risico's en kosten en schulden op meer dan één jaar		
10.		Verenigingsfondsen		
100		Beginvermogen		I
101		Permanente middelen		
	1011	Permanente middelen ontvangen in contanten		
	1012	Permanente middelen ontvangen in natura		
12.		Herwaarderingsmeerwaarden		III
120		Herwaarderingsmeerwaarden op immateriële vaste activa		
121		Herwaarderingsmeerwaarden op materiële vaste activa		
122		Herwaarderingsmeerwaarden op financiële vaste activa		
13.		Bestemde fondsen		IV
130		Fondsen bestemd voor investeringen		
131		Fondsen bestemd voor sociaal passief		
132		Overige bestemde fondsen		
	13201	Phasing out subsidies		
	132010	Sociaal passief structureel personeel		
	132011	Personeelskosten ESF - PM – Andere projecten		
	132012	Structurele vormingsactiviteiten		
	132013	Vormingsactiviteiten ESF		
	132014	Vormingsactiviteiten andere projecten		
	13202	Didactisch materiaal		
	132020	(nader bepalen)		
	....	(nader bepalen)		
	132029	(nader bepalen)		
	13203	Veiligheidsuitrusting en -kleding voor leerlingen		
	132030	(nader bepalen)		
	....	(nader bepalen)		
	132039	(nader bepalen)		
	13204	Grote herstellingen, onderhoud van gebouwen, energietेरugwinning		
	132040	(nader bepalen)		
	....	(nader bepalen)		
	132049	(nader bepalen)		
	13205	Informatica		
	132050	(nader bepalen)		
	....	(nader bepalen)		
	132059	(nader bepalen)		
	13206	Netwerkcommunicatie		
	132060	(nader bepalen)		
	....	(nader bepalen)		
	132069	(nader bepalen)		
	13292	Didactische uitrusting - Gebruik		
	13293	Uitrusting en veiligheidskleding voor de leerlingen - Gebruik		
	13294	Grote herstellingen, onderhoud van gebouwen, energietेरugwinning - Gebruik		
	13295	Informatica - Gebruik		

	13296	Netwerkcommunication - Gebruik		
14.		Overgedragen resultaat (+) (-)		V
140		Overgedragen winst		
141		Overgedragen verlies (-)		
15.		Kapitaalsubsidies		VI
151		Kapitaalsubsidies ontvangen in contanten		
	1510	(nader bepalen)		
	1519	Afgeschreven quotiteit van de kapitaalsubsidies ontvangen in contanten (-)		
		(nader bepalen)		
152		Kapitaalsubsidies ontvangen in natura		
	1520	(nader bepalen)		
	1529	Afgeschreven quotiteit van de kapitaalsubsidies ontvangen in natura (-)		
		(nader bepalen)		
16.		Voorzieningen		VII
160		Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen		VII.A.1
161		Voorzieningen voor belastingen		VII.A.2
162		Voorzieningen voor grote herstellings- en onderhoudswerken		VII.A.3
163		Voorzieningen voor overige risico's en lasten		VII.A.4
164		Voorzieningen voor overige risico's en lasten		
165		Voorzieningen voor overige risico's en lasten		
17.		Schulden op meer dan een jaar		VIII
172		Leasingschulden en soortgelijke		VIII.A.3
173		Kredietinstellingen		VIII.A.4
174		Overige leningen		VIII.A.5
175		Handelsschulden		VIII.B.
	1750	Leveranciers		VIII.B.1
179		Overige schulden		VIII.D
2.		Oprichtingskosten, vaste activa en vorderingen op meer dan één jaar		
20.		Oprichtingskosten	I	
21.		Immateriële vaste activa	II	
22.		Terreinen en gebouwen	III.A	
220		Terreinen		
	2201	Terreinen in volle eigendom	III.A.1	
	2202	Gesubsidieerde terreinen	III.A.2	
221		Gebouwen		
	2211	Gebouwen in volle eigendom	III.A.1	
	221100	Aanschaffingswaarde		
	221180	Geboekte meerwaarde		
	221190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2212	Gesubsidieerde gebouwen	III.A.2	
	221200	Aanschaffingswaarde		
	221280	Geboekte meerwaarde		
	221290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
222		Bebouwde terreinen		
	2221	Bebouwde terreinen in volle eigendom	III.A.1	
	222100	Aanschaffingswaarde		
	222180	Geboekte meerwaarde		
	222190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2222	Gesubsidieerde bebouwde terreinen	III.A.2	
	222200	Aanschaffingswaarde		
	222280	Geboekte meerwaarde		
	222290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
23.		Installaties, machines, pedagogisch meubilaire uitrusting en materieel	III.B	
231		Installaties, niet-verplaatsbare machines, uitrusting werkplaatsen, pedagogisch meubilair en materiaal in volle eigendom	III.B.1	
	2310	Installaties en niet-verplaatsbare machines		

	231000	Aanschaffingswaarde		
	231080	Geboekte meerwaarde		
	231090	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2311	Pedagogisch materieel en uitrusting		
	231100	Aanschaffingswaarde		
	231180	Geboekte meerwaarde		
	231190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2312	Pedagogisch meubilair		
	231200	Aanschaffingswaarde		
	231280	Geboekte meerwaarde		
	231290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2313	Pedagogisch materieel en software voor informatieverwerking		
	231300	Aanschaffingswaarde		
	231380	Geboekte meerwaarde		
	231390	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
232		Gesubsidieerde installaties, niet-verplaatsbare machines en uitrusting werkplaatsen, pedagogisch meubilair en materiaal	III.B.2	
	2320	Installaties en niet-verplaatsbare machines		
	232000	Aanschaffingswaarde		
	232080	Geboekte meerwaarde		
	232090	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2321	Pedagogisch materieel en uitrusting		
	232100	Aanschaffingswaarde		
	232180	Geboekte meerwaarde		
	232190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2322	Pedagogisch meubilair		
	232200	Aanschaffingswaarde		
	232280	Geboekte meerwaarde		
	232290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2323	Pedagogisch materieel en software voor informatieverwerking		
	232300	Aanschaffingswaarde		
	232380	Geboekte meerwaarde		
	232390	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
24.		Administratief meubilair en rollend materieel	III.C	
241		Administratief meubilair en rollend materieel in volle eigendom	III.C.1	
	2410	Administratief meubilair		
	241000	Aanschaffingswaarde		
	241080	Geboekte meerwaarde		
	241090	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2411	Administratief materieel		
	241100	Aanschaffingswaarde		
	241180	Geboekte meerwaarde		
	241190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2412	Rollend materieel		
	241200	Aanschaffingswaarde		
	241280	Geboekte meerwaarde		
	241290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2413	Administratief materieel en software voor informatieverwerking		
	241300	Aanschaffingswaarde		
	241380	Geboekte meerwaarde		
	241390	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
242		Gesubsidieerd administratief meubilair en rollend materieel	III.C.2	
	2420	Administratief meubilair		
	242000	Aanschaffingswaarde		
	242080	Geboekte meerwaarde		
	242090	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		

	2421	Administratief materieel		
	242100	Aanschaffingswaarde		
	242180	Geboekte meerwaarde		
	242190	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2422	Rollend materieel		
	242200	Aanschaffingswaarde		
	242280	Geboekte meerwaarde		
	242290	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
	2423	Materieel en software voor informatieverwerking		
	242300	Aanschaffingswaarde		
	242380	Geboekte meerwaarde		
	242390	Afschrijvingen en geboekte waardeverminderingen		
25.		Vaste activa in leasing en soortgelijke rechten (erfpacht,...)	III.D	
250		Terreinen en gebouwen		
		(nader bepalen)		
251		Installaties, machines, en uitrusting		
		(nader bepalen)		
252		Rollend meubilair en materieel		
		(nader bepalen)		
26.		Overige materiele vaste activa	III.E	
27.		Materiële vaste activa in aanbouw en vooruitbetalingen	III.F	
28.		Financiële vaste activa	IV	
281		Vorderingen op verbonden entiteiten	IV.A.2	
	2810	Vorderingen op rekening		
	2817	Dubieuze vorderingen		
	2819	Geboekte waardeverminderingen (-)		
288		Borgtochten betaald in contanten	IV.C.2	
29.		Vorderingen op meer dan een jaar	V	
290		Handelsvorderingen	V.A	
291		Overige vorderingen	V.B	
3.		Voorraad		
30.		Bevoorrading - Grondstoffen	VI.A.1	
300		Aanschaffingswaarde		
309		Geboekte waardeverminderingen (-)		
31.		Bevoorrading - Leveringen	VI.A.1	
310		Aanschaffingswaarde		
319		Geboekte waardeverminderingen (-)		
4.		Vorderingen en schulden op hoogstens een jaar		
40.		Handelsvorderingen		
400		Klanten	VII.A	IX.C.1
404		Te innen opbrengsten	VII.A	
407		Dubieuze vorderingen	VII.A	
409		Geboekte waardeverminderingen (-)	VII.A	
41.		Overige vorderingen	VII.B	
411		Terug te vorderen BTW		
412		Terug te vorderen belastingen en voorheffingen		
413		Te ontvangen subsidies		
	4130	Te ontvangen "IFAPME" subsidies		
	413000	Forfaitaire subsidies per eenheidsactiviteit - Basisopleiding		
	413010	Forfaitaire subsidies per auditor - Basisopleiding		
-	413020	Forfaitaire subsidies per eenheidsactiviteit – Doorlopende vorming		-
	413030	Subsidies voor de teruggave van alternatieve financiering (met uitzondering van uitrustingsgoederen)		
	413040	Subsidies voor de organisatiekosten van de examens C		
	413050	Subsidies voor praktijkevaluaties (EUAA)		
	413060	Subsidies voor brandverzekering		
	413070	Tegemoetkoming "IFAPME" in de vervoerskosten van de leerlingen		

	413080	Subsidies voor uitrustingen		
	413099	voorbehouden rekening		
	4131	Te ontvangen E.S.F.-voorfinanciering (onder te verdelen naar actie of project)		
	4132	E.S.F.-subsidies in validatie (onder te verdelen naar actie of project)		
		Gevalideerde E.S.F.-subsidies (onder te verdelen naar actie of project)		
	4134	Andere Europese subsidies (onder te verdelen naar actie of project)		
	4135	Overige subsidies (“Forem”, “Action Pénurie”, Provincie/stad, Stichtingen...) (onder te verdelen naar actie of project)		
	4136	Overige vorderingen		
	413600	Te ontvangen kapitaalsubsidies (per soort vordering indelen)		
	4137	Voorschotten, leningen en andere terugbetalingen van het personeel		
	413700	Voorschotten en leningen aan het personeel		
	413701	Persoonlijke bijdrage maaltijdcheques personeel		
	413702	Allerlei terugbetalingen van het personeel		
	4138	Vergoedingen arbeidsongeval en terugbetaling verzekering		
	413800	Vergoedingen arbeidsongeval		
	413850	Terugbetalingen verzekering		
414		Te innen opbrengsten		
416		Allerlei vorderingen		
417		Dubieuze vorderingen		
418		Borgtochten betaald in contanten		
419		Geboekte waardeverminderingen (-)		
	4190	Waardeverminderingen op ESF-vorderingen (nader bepalen)		
	4191	Waardeverminderingen op andere vorderingen (nader bepalen)		
42.		Schulden op meer dan een jaar die binnen het jaar vervallen (zelfde indeling als rekening 17)		IX.A
43.		Financiële schulden		IX.B
433		Kredietinstellingen – Schulden op rekening-courant		IX.B.1
44.		Handelsschulden		
440		Leveranciers	VII.A	IX.C.1
444		Te ontvangen facturen		IX.C.1
45.		Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten		
451		Te betalen BTW		IX.E.1
452		Te betalen belastingen en taksen		IX.E.1
453		Ingehouden voorheffingen (per kwartaal indelen)		IX.E.1
454		Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (per kwartaal indelen)		IX.E.2
455		Bezoldigingen		IX.E.2
	455000	Netto bezoldigingen van het personeel		
	455900	Voordelen in natura		
456		Vakantiegeld		IX.E.2
	456000	Vakantiegeld van het personeel		
	456800	Voorzieningen voor vakantiegeld		
459		Andere sociale schulden		IX.E.2
	459200	Wetsverzekering personeel		
	459400	Groepsverzekering personeel		
	459401	Ziekteverzekering personeel		
	459402	Bijkomende verzekeringen		

	459500	Terugbetaling sociale abonnementen		
	459600	Beslag op de bezoldigingen van het personeel		
	459700	Instelling arbeidsgeneeskunde		
46.		E.S.F.-voorfinanciering		IX.D
461		E.S.F.-voorfinanciering		
	4610	E.S.F.-voorfinanciering		
		(nader bepalen)		
48.		Diverse schulden		IX.F
483		Terug te betalen subsidies		
		(nader bepalen)		
489		Overige diverse schulden		
	4892	Verplaatsingskosten van het personeel		
	4893	Terugbetaling kosten van zendingen		
	4894	Vergoedingen en verplaatsingskosten RvB		
	4899	Overige diverse schulden		
49.		Overlopende rekeningen en wachtrekeningen		
490		Over te dragen kosten	X	
491		Verkregen opbrengsten	X	
492		Toe te rekenen kosten		X
493		Over te dragen opbrengsten		X
499		Wachtrekeningen		X
5.		Geldbeleggingen en liquide middelen		
53.		Termijndeposito's	VIII.B	
530		Van meer dan 1 jaar		
531		Op meer dan een maand en op ten hoogste een jaar		
532		Op ten hoogste een maand		
55.		Kredietinstellingen	IX	
550 à 559		Rekeningen geopend bij verschillende instellingen (indelen)		
57.		Kassen		
570 à 577		Kassen - Contanten	IX	
578		Kassen - Zegels		
58.		Interne overboekingen		
580		Interne overdracht		
6.		Kosten		
60.		Voorraden en goederen	II.A	
600		Grondstoffen	II.A.1	
	6000	Grondstoffen – Cursus basisopleiding		
	6005	Grondstoffen – Examens C		
	6009	Grondstoffen - Doorlopende vorming		
601		Leveringen, uitrusting en pedagogisch materieel	II.A.1	
	6010	Pedagogische leveringen		
	6011	Pedagogische boeken		
	6012	Niet afschrijfbaar pedagogische uitrusting en materieel		
602		Diensten, werken en studies	II.A.1	
603		Algemene onderaannemingen	II.A.1	
	6030	Erelonen en verplaatsingskosten van de vormingswerkers		
	603000	Erelonen doorlopende vorming		
	603020	Verplaatsingskosten van de vormingswerkers		
	603030	Voorgefinancierde erelonen vormingswerkers		
	6031	Ophaalvervoer van leerlingen		
	603100	Schoolbus		
609		Voorraadschommelingen	II.A.2	
	6090	Grondstoffen		
	6091	Leveringen		

61.		Diensten en diverse goederen	II.B	
610		Huur en huurlasten		
	6100	Huur en huurlasten		
	610000	Huur		
	610020	Huurlasten		
611		Onderhoud en herstellingen		
	6110	Onderhoud en herstellingen (onderverdelen)		
	6111	Onderhouds- en herstellingscontracten (onderverdelen)		
	6112	Inrichting van de lokalen en verhuizing		
	611200	Inrichting van de lokalen		
	611250	Verhuizingskosten		
612		Leveringen aan het bedrijf		
	6120	Energieverbruik		
	612010	Water		
	612020	Gas		
	612030	Stookolie		
	612040	Elektriciteit		
	6121	Bureaubenodigdheden en klein materiaal		
	612100	Bureaubenodigdheden		
	612110	Niet afschrijfbaar leveringen klein kantoor materiaal		
	612120	Benodigdheden en drukwerk voor administratief gebruik		
	6122	Niet pedagogische boeken, tijdschriften en documentatie		
	612200	Documentatie en boeken		
	612210	Abonnementen kranten en andere		
	6123	Benzine rollend materieel		
	612300	Benzine rollend materieel		
	6124	Post, telecommunicatie en andere kosten		
	612400	Postkosten		
	612410	Telefoonkosten		
	612420	Kosten spoedverzending		
613		Promotie, communicatie en onthaalkosten		
	6130	Berichten en advertenties		
	613000	Berichten en advertenties		
	613010	Catalogi en drukwerk		
	6131	Beurzen en tentoonstellingen		
	6132	Kosten voor vergelijkend examen		
	6133	Representatie- en onthaalkosten		
614		Niet op het personeel betrekking hebbende verzekeringen		
	614000	Brandverzekering, verzekering diefstal, ...enz.		
	614010	Verzekering op rollend materieel		
	614020	Verzekering B.A.-onderwijsinstellingen		
	614030	Overige verzekeringen		
615		Vergoedingen aan derden		
	615000	Overeenkomsten met derden		
	615100	Secretariaat		
	615500	Erelonen advocaten		
	615510	Erelonen bedrijfsrevisor		
	615520	Erelonen experts		
616		Vervoer van het personeel en opdrachten in het buitenland		
	6160	Vervoer van het personeel		
	616000	Verplaatsingskosten van het personeel		
	6161	Opdrachten in het buitenland van de personeelsleden		
617		Uitzendkrachten en personen ter beschikking gesteld van de vereniging		
	6170	Uitzendkrachten		
	6171	Personen ter beschikking gesteld van de vereniging		

618		Kosten i.v.m. de leden van de RvB		
	6180	Vergoedingen en verplaatsingskosten van de RvB		
619		Andere lasten en diverse diensten		
62.		Bezoldigingen, sociale lasten en allerlei	II.C	
620		Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen		
	6202	Bedienden		
	620200	Bruto bezoldigingen		
	620230	Vakantiegeld		
	620240	Eindejaarspremie		
	6203	Arbeiders		
	620300	Bruto bezoldigingen		
	620330	Vakantiegeld		
	620340	Eindejaarspremie		
	6204	Voorbehouden rekeningen		
	6209	Voorzieningen voor vakantiegeld		
	620900	Voorzieningen voor vakantiegeld Bedienden		
	620930	Voorzieningen voor vakantiegeld arbeiders		
621		Werkgeversbijdragen voor sociale verzekeringen		
	6210	Werkgeversbijdragen RSZ		
	621000	Werkgeversbijdragen RSZ		
	6211	Voorbehouden rekeningen		
622		Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen		
	622300	Groepsverzekering : Werkgeversbijdragen		
	622400	Bijkomende verzekeringen		
623		Andere personeelskosten		
	6230	Wetsverzekering personeel		
	623000	Wetsverzekering personeel		
	6231	Sociaal abonnement		
	623100	Tegemoetkomingen sociaal abonnement		
	6232	Medische dienst en farmaceutische kosten		
	623200	Kosten medische dienst		
	623220	Farmaceutische kosten		
	6233	Maaltijdcheques en drankkosten van het personeel		
	623300	Kosten van de maaltijdcheques		
	623320	Drankkosten van het personeel		
	6234	Werkkledij		
	623400	Werkkledij		
	6235	Vorming van het personeel		
	623500	Vormingskosten van het personeel		
	6236	Diverse personeelskosten		
	623600	Premies Sinterklaas		
	623610	Geschenken voor het personeel		
	6237	Voordelen in natura		
	623700	Voordelen in natura		
	6238	Voorbehouden rekeningen		
63.		Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en lasten		
630		Dotaties aan de afschrijvingen en aan de waardeverminderingen op activa	II.D	
	6302	Dotaties aan de afschrijvingen op immateriële vaste activa		
	630200	Afschrijvingen op gebouwen in volle eigendom - toevoeging		
	630201	Afschrijvingen op gesubsidieerde gebouwen - toevoeging		
	630205	Afschrijvingen op bebouwde terreinen in volle eigendom - toevoeging		
	630206	Afschrijvingen op gesubsidieerde bebouwde terreinen - toevoeging		
	630210	Afschrijvingen op installaties en niet verplaatsbare machines in volle eigendom - toevoeging		
	630211	Afschrijvingen op pedagogisch materieel en uitrusting in volle eigendom - toevoeging		
	630212	Afschrijvingen op pedagogisch meubilair in volle eigendom - toevoeging		

	630213	Afschrijvingen op pedagogisch materieel en software voor informatieverwerking in volle eigendom - toevoeging		
	630214	Afschrijvingen op gesubsidieerde installaties en niet-verplaatsbare machines - toevoeging		
	630215	Afschrijvingen op gesubsidieerd pedagogisch materieel en uitrusting - toevoeging		
	630216	Afschrijvingen op gesubsidieerd pedagogisch meubilair – toevoeging		
	630217	Afschrijvingen op gesubsidieerd pedagogisch materieel en software voor informatieverwerking - toevoeging		
	630220	Afschrijvingen op administratief meubilair - toevoeging		
	630221	Afschrijvingen op administratief materieel in volle eigendom- toevoeging		
	630222	Afschrijvingen op rollend materieel in volle eigendom - toevoeging		
	630223	Afschrijvingen op administratief materieel en software voor informatieverwerking in volle eigendom - toevoeging		
	630240	Afschrijvingen op gesubsidieerd administratief meubilair – toevoeging		
	630241	Afschrijvingen op gesubsidieerd administratief materieel – toevoeging		
	630242	Afschrijvingen op gesubsidieerd rollend materieel – toevoeging		
	630243	Afschrijvingen op gesubsidieerd administratief materieel en software voor informatieverwerking - toevoeging		
	630250	Afschrijvingen op vaste activa in leasing en soortgelijke rechten - toevoeging		
	630251	Afschrijvingen op de overige materiële vaste activa - toevoeging		
	6309	Dotaties aan de waardeverminderingen op immateriële vaste activa (zelfde onderverdeling als rekening 6302)		
631		Waardeverminderingen op voorraden	II.E	
	6310	Toevoeging		
	6311	Terugnemingen (-)		
634		Waardeverminderingen op vorderingen op meer dan één jaar	II.E	
	6340	Toevoeging		
	634000	Waardevermindering op ESF-vorderingen		
	634010	Waardeverminderingen op andere vorderingen		
	6341	Terugnemingen (-)		
	634100	Terugneming waardeverminderingen op ESF-vorderingen		
	634110	Terugneming waardeverminderingen op ESF-vorderingen		
635		Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen	II.F	
	6350	Toevoeging		
	6351	Terugnemingen (-)		
636		Voorzieningen voor grote herstellings- en onderhoudswerken	II.F	
	6360	Toevoeging voor grote herstellings- en onderhoudswerken (nader bepalen)		
	6361	Bestedingen en terugnemingen (-) (nader bepalen)		
637		Voorzieningen voor andere risico's en kosten	II.F	
	6370	Voorzieningen voor andere risico's en kosten - Toevoegingen (nader bepalen)		
	6371	Bestedingen en terugnemingen (-) (nader bepalen)		
638		Voorzieningen voor terug te betalen subsidies en legaten en voor giften met terugnemingsrecht - toevoeging	II.F	
	6380	Voorzieningen voor terug te betalen subsidies en legaten en voor giften met terugnemingsrecht - toevoeging (nader bepalen)		
	6381	Bestedingen en terugnemingen (-) (nader bepalen)		
64.		Andere bedrijfskosten	II.G	
640		Fiscale bedrijfslasten		
	6402	Onroerende voorheffing (nader bepalen)		
	6403	Belasting op het rollend materieel		

		(nader bepalen)		
	6406	Andere fiscale lasten		
	640600	Taks op het patrimonium		
	640610	Gemeentelijke en provinciale taksen		
	640620	Diverse taksen		
643		Giften		
644		Aankoop van goederen en klein materiaal voor de cafetaria		
645 à 648		Diverse bedrijfslasten		
65.		Financiële kosten	V.	
650		Kosten van schulden (nader bepalen per lening)	V.A.	
657 à 659		Diverse financiële kosten	V.C	
66.		Uitzonderlijke kosten	VIII	
660		Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen - toevoeging	VIII.A	
	6602	Op materiële vaste activa (nader bepalen zoals 6302 tot 6303)		
662		Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten	VIII.C	
	6620	Toevoeging (nader bepalen)		
	6621	Bestedingen (-) (nader bepalen)		
663		Minderwaarden op de realisatie van vaste activa (nader bepalen)	VIII.D	
664 à 668		Overige uitzonderlijke lasten (nader bepalen)	VIII.E	
67.		Belastingen		
670		Inkomstenbelastingen		
	6701	Onroerende voorheffing		
	6702	Roerende voorheffing		
	6703	Andere inkomensbelastingen		
671		Jaarlijkse compensatiebelastingen voor de successierechten		
69.		Overboeking		
690		Overgeboekt negatief resultaat van het vorige jaar		
691		Overboeking op de bestemde fondsen		
693		Over te boeken positief resultaat		
7.		Opbrengsten		
70.		Bedrijfsopbrengsten		I.A
700		Opbrengsten i.v.m. de vormingsactiviteiten		
	7000	Inschrijvingsgeld basisvorming		
	700000	Inschrijvingsgeld vorming BL		
	7001	Inschrijvingsgeld doorlopende vorming		
	700100	Inschrijvingsgeld doorlopende vorming		
	700120	Opleidingschèques		
	7002	Verkoop leermiddelen		
	700200	Verkoop schoolboeken		
	700210	Verkoop leermiddelen		
	700220	Fotokopieën		
	7003	Tegemoetkoming van de leerlingen in de vervoerskosten		
	700300	Tegemoetkoming van de leerlingen in de vervoerskosten		
73.		Lidgelden, schenkingen, legaten en subsidies		I.D
736		Kapitaal- en interestsubsidies		
	7364	Kapitaal- en interestsubsidies		
	736400	Kapitaalsubsidies op gebouwen geboekt als resultaat		
	736410	In resultaat opgenomen kapitaalsubsidies op uitrustingsgoederen		

737		Bedrijfssubsidies		
	7370	Forfaitaire subsidies per eenheidsactiviteit - Basisopleiding		
	737000	Forfaitaire subsidies per auditor - Basisopleiding		
	737010	Formation de base Forfaitaire subsidies per auditor - Basisopleiding		
	737020	Formation continue Forfaitaire subsidies per eenheidsactiviteit – Doorlopende vorming		
	737030	Subsidies voor teruggave van de alternatieve financiering (uitrustingsgoederen niet meegerekend)		
	737040	Subsidies voor de organisatiekosten van de examens C		
	737050	Subsidies voor de praktische evaluaties (EUAA)		
	737060	Subsidies voor brandverzekering gebouw		
	737070	Tegemoetkoming “IFAPME” in de vervoerskosten van de leerlingen		
	737090	Diverse subsidies nader bepalen		
	737091	Diverse subsidies nader bepalen		
	7371	Subsidies Europees sociaal fonds (nader bepalen per actie of project)		
	7372	Andere Europese subsidies (nader bepalen)		
	7373	Overige subsidies (“Forem”, “Action Pénurie”, Provincie/stad, Stichtingen...) (nader bepalen)		
738		Compenserende bedragen (Steun voor tewerkstelling) ter beperking van de loonkosten (nader bepalen)		
74.		Andere bedrijfsopbrengsten		I.E
743		Terugvorderingen van lasten		
	7430	Terugbetaling sociale lasten (nader bepalen)		
	7431	Terugbetaling vergoedingen arbeidsongeval (nader bepalen)		
	7432	Terugbetaling personeelskosten		
	743200	Bijdrage personeel maaltijdcheques		
	743210	Terugvordering voordelen in natura conciërge		
	746220	Terugvordering voordelen in nature rollend materieel		
	7433	Terugbetaling van opgelopen kosten (nader bepalen)		
	7434	Bijdrage van de leerlingen in de vervoerskosten		
744		Andere opbrengsten eigen aan het vormingscentrum		
	7440	Verkoop van cafetariaproducten (nader bepalen)		
	7441	Terbeschikkingstelling van lokalen (nader bepalen)		
745 à 749		Diverse bedrijfsopbrengsten		
75.		Financiële opbrengsten		I.E
751		Opbrengsten uit vlottende activa (nader bepalen)		IV.B
752		Meerwaarden op de realisatie van vlottende activa (nader bepalen)		IV.B
756 à 759		Diverse financiële opbrengsten (nader bepalen)		IV.C
76.		Uitzonderlijke opbrengsten		VII
760		Terugneming van afschrijvingen en waardeverminderingen		VII.A
	7601	Terugneming van afschrijvingen en waardeverminderingen op materiele vaste activa (nader bepalen)		
762		Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en lasten (nader bepalen)		VII.C
763		Meerwaarden op de realisatie van vaste activa		VII.D

		(nader bepalen)		
764 à 769		Overige uitzonderlijke opbrengsten		VII.E
79.		Onttrekkingen		
790		Overgeboekt positief resultaat van het vorige jaar		
791		Onttrekkingen aan de bestemde fondsen		
792		Onttrekking aan de verenigingsfondsen		
793		Over te boeken negatief resultaat		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 3. Weddeschalen van de vormingswerkers bedoeld in artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals Instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

Anciënniteit	Begeleider	Vormingswerker algemene kennis, Opvoeder, Pedagogische adviseur	Hoofdvormingswerker
0	15.849,72	16.778,24	20.609,38
1	16.101,90	17.339,03	21.181,29
2	16.354,08	17.899,80	21.753,19
3	16.606,26	18.460,55	22.325,08
5	16.898,85	19.380,34	23.263,07
7	17.539,26	20.317,25	24.201,04
9	18.211,57	21.255,59	25.139,05
11	18.883,88	22.193,12	26.077,02
13	19.722,56	23.131,09	27.014,99
15	20.310,86	24.069,04	27.952,96
17	20.899,16	25.006,99	28.890,96
19	21.737,84	25.944,93	29.828,93
21	22.326,14	26.882,90	30.766,90
23	22.914,44	27.820,85	31.704,89
25	23.753,12	28.758,79	32.642,85
27	24.341,42	29.696,77	33.580,84

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS